



European Network for
Rural Development

REVUE RURALE DE L'UE
N° 24

RÉINVENTER LES OPPORTUNITÉS COMMERCIALES EN MILIEU RURAL



<https://enrd.ec.europa.eu>

Financé par la



Le réseau européen de développement rural

Le réseau européen de développement rural (REDR) est la plateforme qui relie les parties prenantes du développement rural dans toute l'Union européenne (UE). Le REDR contribue à la mise en œuvre efficace des programmes de développement rural (PDR) des États membres, par l'enrichissement et la mise en commun des connaissances, ainsi qu'en facilitant les échanges d'informations et la coopération à travers l'Europe rurale.

Chaque État membre a établi un réseau rural national (RRN) qui regroupe les organisations et administrations concernées par le développement rural. Au niveau de l'UE, le REDR soutient la mise en réseau des RRN, des administrations nationales et des organisations européennes.

Pour en savoir plus, veuillez consulter le site internet du REDR (<http://enrd.ec.europa.eu>).

Europe Direct est un service destiné à vous aider à trouver des réponses aux questions que vous vous posez sur l'Union européenne.

**Un numéro unique gratuit (*):
00 800 6 7 8 9 10 11**

(*) Les informations sont fournies à titre gracieux et les appels sont généralement gratuits (sauf certains opérateurs, hôtels ou cabines téléphoniques).

Rédacteur en chef: Neda Skakelj, chef d'unité, direction générale de l'agriculture et du développement rural, Commission européenne

Rédacteur: Ed Thorpe, directeur de la communication, point de contact du REDR

Manuscrit finalisé en juillet 2017.

La version originale est le texte en langue anglaise.

De nombreuses autres informations sur l'Union européenne sont disponibles sur l'internet via le serveur Europa (<http://www.europa.eu>).

Luxembourg: Office des publications de l'Union européenne, 2017

ISSN 1831-5283 (print)

ISSN 1831-5348 (PDF)

© Union européenne, 2017

Reproduction autorisée, moyennant mention de la source

Le contenu de la présente publication ne reflète pas nécessairement l'opinion des institutions de l'Union européenne. Il est fourni à titre d'information uniquement et n'est pas juridiquement contraignant.

Printed in Belgium

Imprimé sur papier recyclé ayant reçu le label écologique de l'UE pour papier graphique (<http://ec.europa.eu/ecolabel/>).

Vous pouvez également commander gratuitement un exemplaire sur papier via le site internet EU Bookshop:

<https://bookshop.europa.eu/fr/home/>

Remerciements

Principaux contributeurs: professeur Bill Slee, Andrew Copus, Clive Peckham, Jan-Willem van der Schans, Paul Soto, Ed Thorpe, Edina Ocsko, Elena Maccioni

Conception: Benoit Goossens (Tipik)

Nous remercions aussi: Veneta Paneva, Roxana Vilcu, les membres du groupe thématique du REDR sur les entreprises rurales

Photo de couverture © Pexels



© Tim Hudson, Union européenne, 2012

Introduction.....	2
1. Un nouveau regard sur le potentiel commercial des zones rurales.....	4
2. Le potentiel commercial ancré dans les réalités locales	11
3. Le potentiel des pôles numériques ruraux	16
4. Accélérer le changement dans les entreprises rurales.....	25
5. Les possibilités offertes par les programmes de développement rural....	33



Introduction

La présente édition de la *Revue rurale de l'UE* du REDR met l'accent sur les façons de réinventer les opportunités commerciales et le changement dans les zones rurales.

Sans vouloir éluder les nombreux défis auxquels sont confrontées les zones rurales d'Europe, nous examinons certaines des idées et des pratiques les plus récentes concernant la manière dont l'entrepreneuriat rural peut être encouragé afin de tirer profit des opportunités émergentes et du potentiel latent pour développer de nouvelles formes de commerce rural fructueuses.

Les zones rurales souffrent généralement de certains désavantages pour le développement commercial. Les plus notables semblent relever de la géographie, de la population, des infrastructures et des ressources. L'isolement relatif des marchés, l'insuffisance de la demande locale ainsi que le manque de ressources et de services peuvent restreindre le potentiel de croissance de l'économie dans les zones rurales.

Toutefois, les tendances modernes créent de nouvelles opportunités de développement pour les zones rurales et permettent l'émergence de nouvelles entreprises rurales. L'internet et d'autres technologies numériques offrent la possibilité de surmonter l'obstacle de la distance géographique et de créer de nouvelles formes de proximité pour les connaissances, les marchés et les relations.

Dans le même temps, de nouveaux débouchés voient le jour dans des secteurs aussi variés que l'économie alimentaire, l'économie verte, la bioéconomie, l'économie de l'expérience et l'économie résidentielle.

Lorsque ces débouchés permettent le développement d'entreprises, il existe un potentiel important pour créer des emplois et convaincre des personnes de s'installer et de travailler dans des zones rurales. Dans ce contexte, certains avantages

des zones rurales deviennent plus évidents, notamment la probabilité que les terres et les logements soient moins chers, que les espaces soient plus étendus, que l'air soit plus propre, et que l'accès au milieu rural soit plus aisé.

L'élément essentiel pour tirer profit de ces débouchés consiste à trouver des moyens plus intelligents d'apporter un soutien efficace aux entreprises et de produire des efforts ciblés en vue de surmonter certaines des difficultés propres aux zones rurales. Il sera crucial de prendre en compte la diversité croissante des zones rurales d'Europe et la gravité particulière de certaines difficultés et/ou l'intensité d'opportunités spécifiques dans certains lieux.

Il sera nécessaire d'adopter un changement de comportement à l'égard du potentiel de croissance et de développement du commerce rural ainsi que de mener des interventions soigneusement ciblées dans le cadre d'une politique pour assurer le succès sur le long terme. Il ne s'agit pas ici d'un «statu quo», mais il n'est pas non plus question d'innovation et de recherche de haute technologie. Il s'agit de porter un nouveau regard sur le soutien au commerce rural qui aide les entreprises rurales à répondre aux opportunités et aux défis qu'elles rencontrent grâce à une bonne compréhension de leurs besoins.



© Samuel Pettersson, Union européenne, 2015/H-Farm/H-Farm/Abraham Caro Marin, Union européenne, 2015

STRUCTURE DE LA PUBLICATION

1. Un nouveau regard sur le potentiel commercial des zones rurales

La publication commence par examiner les facteurs globaux responsables de changements significatifs dans le potentiel économique des zones rurales d'Europe. Ces changements sont les suivants: les évolutions technologiques, les changements climatiques et environnementaux, les évolutions démographiques, la mondialisation et l'évolution des marchés, ainsi que les changements politiques.

Ces changements posent de graves problèmes pour de nombreuses zones rurales et leurs habitants, mais ils peuvent également offrir un large éventail de nouvelles opportunités économiques dans des secteurs aussi variés que l'«économie alimentaire», la «bioéconomie», les «économies verte et circulaire», l'«économie numérique», l'«économie sociale», l'«économie de l'expérience» et l'«économie résidentielle».

2. Le potentiel commercial ancré dans les réalités locales

La manière dont les récits de changement et l'émergence d'opportunités commerciales mentionnés dans le premier article se traduisent concrètement sur le terrain sera toujours déterminée par des différences géographiques ainsi que par un large éventail de facteurs socio-économiques et environnementaux.

La publication examinera les différences qui peuvent déjà être recensées à l'échelle macrorégionale et qui forment des axes importants nord-sud, est-ouest et centre-périphérie. Nous envisageons ensuite une nouvelle typologie des zones rurales locales qui reflète la manière dont les caractéristiques locales (par exemple la proximité avec la ville la plus proche ou la qualité des ressources naturelles locales) peuvent influencer sur des opportunités et des défis spécifiques.

3. Le potentiel des pôles numériques ruraux

Les pôles numériques ruraux peuvent représenter un outil important à l'échelle locale en vue de réduire la double fracture numérique dont souffrent de nombreuses zones rurales. Pour ce faire, ces pôles proposent un accès rapide et fiable à l'internet, des espaces physiques dédiés au travail et à la mise en réseau, ainsi qu'une panoplie de services de soutien aux entreprises et à la communauté.

Les pôles numériques ruraux peuvent bénéficier tant aux particuliers qu'aux entreprises qui ont recours à leurs services. Toutefois, de manière plus significative, ils peuvent améliorer considérablement la capacité d'une région à prendre conscience de son potentiel latent en lui permettant de tirer profit des opportunités numériques modernes.

4. Accélérer le changement dans les entreprises rurales

Il est nécessaire d'adopter des approches plus intelligentes du soutien aux entreprises pour aider les entreprises rurales à saisir les opportunités mentionnées dans les chapitres précédents. Cela implique de s'écarter des modèles qui se limitent à des interventions «ponctuelles», pour se rapprocher de la logique des approches d'accompagnement des entrepreneurs tout au long d'un «plan de soutien» dans le cadre d'un écosystème de services de soutien.

La publication fait observer que les approches fructueuses doivent élaborer de nouvelles idées commerciales de manière ascendante, sur la base d'une compréhension efficace des besoins et des opportunités pertinentes. Les éléments tirés des modèles d'accélérateur et d'incubateur dans les contextes urbains peuvent servir d'exemple, mais ils doivent être adaptés aux besoins spécifiques des entrepreneurs et des entreprises des zones rurales.

5. Les possibilités offertes par les programmes de développement rural

Les programmes de développement rural (PDR) mettent à disposition une batterie d'outils (mesures) permettant de soutenir le changement dans les entreprises rurales et leur développement présentés dans cette publication. Le défi consiste à les déployer de manière à répondre aux besoins des entreprises appartenant à des lieux et des secteurs différents et se trouvant à différents stades de leur développement.

Les bonnes approches sont celles qui utilisent efficacement les différentes mesures de manière complémentaire pour répondre aux différents besoins tout au long du plan de soutien, à la fois en termes de soutien «flexible» axé autour des connaissances, des compétences et de la collaboration, ainsi qu'en proposant des formes flexibles de financement. Elles exigent également de recourir aux PDR de façon coordonnée dans le cadre d'un écosystème de soutien aux entreprises rurales plus vaste.

Point de contact REDR



1. Un nouveau regard sur le potentiel commercial des zones rurales

© Samuel Petterson, Union européenne, 2015

De façons très diverses, les économies rurales d'Europe ont un fort potentiel en termes d'innovation et de croissance. Ce premier article traite des différents facteurs de changement, essentiels dans les zones rurales d'Europe, et met l'accent sur plusieurs domaines d'opportunité qui découlent de ces changements.

Parmi les facteurs globaux déterminant des changements considérables dans le potentiel économique des zones rurales d'Europe, on peut citer les technologies émergentes, les pressions sur l'environnement, les évolutions démographiques, l'évolution des marchés et les changements politiques.

Ces changements peuvent poser de graves problèmes pour de nombreuses zones rurales et pour les personnes issues de ces zones. Ils peuvent également offrir un large éventail de nouveaux débouchés économiques dans des secteurs aussi variés que l'«économie alimentaire», la «bioéconomie», les «économies verte et circulaire», l'«économie numérique», l'«économie sociale», l'«économie de l'expérience» et l'«économie résidentielle».

FACTEURS DE CHANGEMENT DANS LES ZONES RURALES

SECTEURS D'OPPORTUNITÉS COMMERCIALES ÉMERGENTS DANS LES ZONES RURALES

FACTEURS DE CHANGEMENT DANS LES ZONES RURALES

Les zones rurales d'Europe connaissent des changements caractérisés par une différenciation socio-économique croissante. Certains facteurs de changement importants dans les zones rurales peuvent être mis en évidence.

Plusieurs processus de changement interdépendants sont à l'origine de la différenciation croissante des zones rurales d'Europe. Bien que la réalité du changement dans une zone rurale dépende de ses caractéristiques et circonstances spécifiques, il est possible de déterminer certaines des principales tendances et pressions qui ont des incidences sur les zones rurales d'Europe.

De manière inégale, ces tendances entraînent de nouvelles pressions et de nouveaux défis, mais également de nouvelles opportunités dans toute l'Europe rurale. Il y aura inévitablement des perdants, mais certaines personnes peuvent aussi bénéficier de ces changements. En dépit des difficultés créées, l'un des enjeux principaux des décideurs politiques en matière de développement rural et pour les acteurs du domaine est de maximiser le potentiel provenant des opportunités émergentes.

Nous avons déterminé cinq «facteurs de changement rural» parmi les plus importants, grâce aux travaux d'Andrew Copus du James Hutton Institute⁽¹⁾, et les avons mis en évidence ci-dessous.

LES CINQ PRINCIPAUX FACTEURS DE CHANGEMENT DANS LES ZONES RURALES

1. Les mutations technologiques
2. Les changements climatiques et environnementaux
3. Les évolutions démographiques
4. La mondialisation et l'évolution des marchés
5. Les changements politiques

1. Les mutations technologiques

Les avancées rapides enregistrées dans le domaine du numérique et dans d'autres formes du développement technologique depuis le début du siècle ont souvent apporté un changement profond dans les méthodes de travail actuelles dans les zones rurales. Néanmoins, la portée et les incidences de ces technologies sont très inégales dans les zones rurales d'Europe.

D'une part, il existe de nombreux exemples dans lesquels le travail manuel est remplacé par des machines et des traitements automatisés dans les industries liées à l'exploitation des terres. Parmi les évolutions les plus récentes, on peut citer l'émergence des techniques d'«agriculture de précision»⁽²⁾. Ces tendances offrent la possibilité d'améliorer l'efficacité et la productivité, mais peuvent perturber grandement les structures de l'emploi rural.

D'autre part, l'évolution des technologies numériques modifie les possibilités en matière de communication, de logistique et de soutien dans les zones rurales. Ces technologies offrent la possibilité de «combler» la distance géographique qui sépare les entreprises rurales de leurs marchés potentiels, mais elles peuvent également encourager les résidents ruraux à se détourner des commerces et des services de proximité.

Dans d'autres cas, les avancées technologiques dans les secteurs émergents (comme les énergies renouvelables et la biotechnologie) transforment les options offertes aux agriculteurs et aux sylviculteurs.

2. Les changements climatiques et environnementaux

Les pressions sur l'environnement sont de plus en plus marquées dans de

nombreuses formes d'activités rurales, qui dépendent principalement des ressources naturelles et du climat.

Dans le même temps, les zones rurales ont un rôle crucial à jouer pour faire face aux défis environnementaux à l'échelle européenne et mondiale. Elles peuvent contribuer à offrir des réponses sociétales à des questions concernant l'avenir de la production alimentaire, l'atténuation du changement climatique, la perte d'habitats et de biodiversité, le développement d'une gestion durable des ressources naturelles, l'amélioration de la qualité de l'eau, de l'air et des sols ainsi que la production d'énergies renouvelables.

Les entreprises rurales sont confrontées à de nouvelles responsabilités et obligations en ce qui concerne leur impact sur l'environnement. Toutefois, ces défis environnementaux s'accompagnent d'une série d'opportunités, en particulier dans les économies dites «verte» et «circulaire» ainsi que dans la «bioéconomie» (voir chapitre suivant).

3. Les évolutions démographiques

Plusieurs processus d'évolutions démographiques interdépendants transforment les structures de la population dans de nombreuses zones rurales. Le vieillissement de la population, les migrations entre les zones rurales et urbaines, ainsi que les migrations entre pays constituent les principaux facteurs dont l'incidence se fait ressentir différemment selon les endroits.

Le vieillissement de la population touche de nombreuses zones rurales de manière importante. Il s'explique par l'exode des jeunes générations ainsi que par l'allongement de l'espérance de vie des résidents plus âgés attribuable à des modes de vie plus sains, ce qui constitue une nouvelle positive.

(1) Copus, A. (2017) Stereotypes, Meta Drivers and Narratives – The Evolving Rural Business Environment, Working Paper 5, RESAS Research Deliverable 3.4.1. Demographic change in remote areas. www.hutton.ac.uk/research/projects/demographic-change-remote-areas.

(2) Voir les conclusions du groupe de discussion spécifique PEI-AGRI sur l'agriculture de précision: <https://ec.europa.eu/eip/agriculture/en/publications/eip-agri-focus-group-precision-farming-final>

Dans certains États membres — notamment en Lituanie, en Slovaquie, en Grèce, au Portugal, en Bulgarie et en Lettonie ⁽³⁾ —, ces tendances sont exacerbées par la migration nette hors du pays. Certains villages ruraux ont vu leur population diminuer dans une proportion telle qu'il est difficile d'imaginer qu'il leur soit possible d'inverser cette tendance.

Cependant, dans d'autres cas, des zones rurales ont connu un « regain de population ». En effet, de jeunes familles tirent profit de nouvelles opportunités de vivre et de travailler dans des milieux ruraux accessibles et attrayants.

Parmi les autres tendances spécifiques actuelles, il convient de noter l'arrivée d'un grand nombre de réfugiés et de demandeurs d'asile dans certaines zones rurales. Ce phénomène a atteint un pic en 2015. Dans certaines zones rurales de Suède, le nombre de demandeurs d'asile a dépassé le nombre d'habitants. Cette situation a entraîné des difficultés importantes en termes d'intégration, mais elle a également créé des opportunités de revitaliser les villages dépeuplés.

4. La mondialisation et l'évolution des marchés

La mondialisation des marchés de matières premières a rendu de nombreux producteurs primaires vulnérables aux fluctuations du prix des matières

premières à l'échelle mondiale. Ce phénomène est susceptible de menacer la viabilité économique de leur activité alors que, dans le même temps, les préoccupations ne cessent de croître en ce qui concerne la sécurité de l'approvisionnement alimentaire à venir.

Les chaînes de valeur sont également de plus en plus complexes et mondialisées. Il peut en découler des opportunités de trouver des fournisseurs moins chers ainsi que de nouveaux débouchés commerciaux, mais cela peut également accroître la concurrence. En outre, lorsque des changements se produisent à un maillon de la chaîne, ils peuvent rapidement entraîner des conséquences dramatiques pour les autres maillons de la chaîne.

Par ailleurs, les changements relatifs aux habitudes de consommation et à l'évolution des préférences des consommateurs créent de nouveaux marchés et de nouveaux débouchés pour les producteurs, leur permettant d'ajouter de la valeur à leur production. On peut citer, entre autres, un accroissement de la demande pour une alimentation locale, de qualité, qui sort du lot ou produite de manière plus respectueuse de l'environnement et du bien-être des animaux.

À titre d'exemple, le marché des produits biologiques a enregistré une croissance à deux chiffres ces dernières décennies, tant au niveau du marché européen que

de la surface des terres cultivées selon le mode biologique. Il représente aujourd'hui 5,7 % de la surface agricole de l'UE ⁽⁴⁾.

5. Les changements politiques

L'organisation, les décisions et les priorités politiques peuvent avoir des répercussions profondes sur les zones rurales et sur leur potentiel de développement.

Dans de nombreux cas, le fait que la priorité soit explicitement donnée ou non aux zones rurales peut déterminer si les politiques et les programmes atteignent effectivement et efficacement ces zones ou s'ils restent axés sur les centres urbains. Cet aspect est particulièrement pertinent dans le cadre du recours aux programmes de soutien aux entreprises, au financement en faveur du développement régional et au déploiement d'infrastructures à haut débit.

L'échelon (national, régional, local) auquel sont établies les responsabilités politiques peut également être un facteur de changements importants dans la façon dont les programmes sont mis en œuvre dans les zones rurales locales. Les zones rurales peinent parfois à capter l'attention du monde politique en raison de la centralisation des structures administratives.

Une autre tendance a été observée à des degrés et des rythmes divers à travers l'Europe. En effet, un changement de perception est intervenu en ce qui concerne les rôles et les responsabilités de l'État et du secteur public en termes de prestation de services d'intérêt général (SIG). Ce terme est aujourd'hui préféré à « services publics », précisément parce que de nombreux services sociaux, de santé, aux ménages, d'utilité publique, de transports et d'urgence sont désormais assurés par un réseau complexe d'organismes privés et du troisième secteur.

Les réductions des dépenses publiques et la centralisation des services publics peuvent créer un cercle vicieux de déclin des zones rurales lorsqu'ils sont associés aux phénomènes d'émigration et de vieillissement de la population décrits ci-dessus.



© Tim Hudson, Union européenne, 2009

⁽³⁾ http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/People_in_the_EU_%E2%80%93_93_population_projections

⁽⁴⁾ http://www.ifoam-eu.org/sites/default/files/ifoameu_organic_in_europe_2016.pdf

SECTEURS D'OPPORTUNITÉS COMMERCIALES ÉMERGENTS DANS LES ZONES RURALES

Les facteurs globaux entraînent des formes de changements dans les zones rurales qui créent de nouvelles opportunités économiques dans un large éventail de domaines.

Bien que ces facteurs créent, naturellement, des défis pour de nombreuses communautés et entreprises rurales, il est important de reconnaître et de souligner le fait que ces facteurs sont à l'origine d'un potentiel formidable tant pour les nouveaux secteurs d'activités que pour ceux actuellement en expansion.

Sans prétendre être exhaustifs ni détenir l'unique façon de catégoriser les types d'opportunités disponibles, nous avons établi ci-dessous une liste de certains des principaux domaines d'activité économique dans lesquels des opportunités intéressantes émergent pour les zones rurales.

Ces «économies émergentes» n'existent pas de manière indépendante et de nombreuses activités peuvent être classées dans plus d'une catégorie. Elles sont toutefois très utiles pour concevoir des domaines de potentiel économique.

Le secret pour un avenir et des entreprises prospères en milieu rural réside dans l'exploitation efficace de ces opportunités de la manière la plus appropriée à une zone rurale spécifique, grâce à une planification réfléchie, à un investissement stratégique et à l'adhésion de la communauté locale.

1. L'économie alimentaire

Le secteur agroalimentaire fournit déjà 7 % des emplois et 3,5 % de la valeur ajoutée de l'économie européenne. Toutefois, il existe encore des possibilités considérables de développer davantage l'économie alimentaire en ajoutant de la valeur, en améliorant la qualité ainsi que l'accès au marché.

Les agriculteurs qui se concentrent sur la production primaire et qui sont vulnérables aux fluctuations du prix des matières premières peuvent explorer les opportunités leur permettant d'ajouter de la valeur à leurs produits. Des opportunités plus grandes existent là où les consommateurs se montrent désireux

de payer un prix plus élevé en échange d'une qualité clairement supérieure —

susceptibles de manquer d'expérience, de confiance, de ressources ou d'informations



© Eamon Ward, Union européenne, 2013

cela peut inclure des spécialités locales ou régionales, des aliments biologiques et des aliments produits à l'échelle locale ou conformément à des normes environnementales plus strictes.

Produire des marchandises respectueuses de ces préférences coûte généralement plus cher, mais ce coût sera souvent compensé par un prix de vente plus élevé. Les producteurs peuvent préserver une plus grande part de la valeur ajoutée en assumant eux-mêmes la responsabilité liée à la transformation, à la marque, au conditionnement et à l'accès direct aux marchés.

Améliorer l'accès au marché implique généralement de réduire le fossé qui sépare les producteurs ruraux des consommateurs (principalement urbains) grâce à des chaînes d'approvisionnement alimentaire plus intelligentes, qui peuvent inclure la vente directe. Il est également possible d'encourager le développement du marché en ouvrant des marchés publics et en travaillant à l'éducation alimentaire des consommateurs.

Il peut s'avérer difficile de tirer profit de ces opportunités, en particulier pour les petites exploitations familiales,

sur le marché pour entreprendre les changements nécessaires. Encourager les producteurs à être créatifs et innovants dans la manière de relever les défis logistiques peut faire la différence.

2. La bioéconomie

La bioéconomie est un ensemble d'activités économiques relatives à l'invention, au développement, à la production et à l'utilisation de ressources biologiques pour réaliser de nouveaux produits.

Dans le secteur sylvicole, le traitement à grande échelle de bois ou de pâte à papier représente la norme dans de nombreux domaines de production. Toutefois, on peut déjà constater une transition des usines de pâtes à papier qui connaissent des difficultés vers un bioraffinage du bois dans certaines régions.

La bioéconomie se concrétise également dans le développement de nouveaux biomatériaux, tels que le bois d'ingénierie ou les isolants en roseau, et dans la production de bioénergie.

Les évolutions techniques continuent d'offrir de nouvelles opportunités visant



© Pexels

à ajouter de la valeur aux matières premières en tirant profit des propriétés biophysiques fondamentales des produits primaires. Toutefois, les obstacles à l'entrée dans la bioéconomie de haute technologie et de grande échelle sont significatifs et cette entrée demeure très risquée.

De nouvelles formes de gouvernance ainsi que des investissements publics stratégiques et ciblés peuvent grandement contribuer à surmonter les obstacles et à accroître le potentiel de croissance du secteur. Dans certaines zones rurales, les « communautés énergétiques » sont en plein essor, tout comme d'autres stratégies locales et municipales dont l'objectif est d'obtenir des retombées environnementales, sociales et économiques locales grâce à la bioéconomie ⁽⁵⁾.

« [Nous entrons] dans l'ère biologique. Ces vingt prochaines années, nous assisterons à plus d'évolutions que lors des deux cents dernières années. La biomasse produite dans nos champs, nos forêts et nos cours d'eau remplacera les combustibles fossiles, le métal, le plastique et les fibres synthétiques qui nous entourent encore. Les zones rurales représentent un chapitre majeur de cette histoire: l'avenir de l'agriculture et de la sylviculture n'a jamais semblé aussi radieux. »

Olli Hietanen, université de Turku (Finlande)

3. Les économies verte et circulaire

L'économie verte consiste à tirer profit des opportunités de croissance durable du point de vue environnemental, ainsi qu'à améliorer la performance environnementale de manière viable sur les plans environnemental et social.

Cela implique généralement d'envisager de nouvelles façons de penser et de travailler, comme développer de nouvelles sources de revenus durables à partir d'anciens « déchets ». Voilà en quoi consiste le principe d'« économie circulaire », selon lequel les

ressources sont recyclées au sein des chaînes de valeur. À titre d'exemple, on peut citer un projet financé par un PDR à Malte qui visait à transformer les déchets de tomates crues dans le but de produire un nouveau « vinaigre de tomate gastronomique » ⁽⁶⁾.

L'économie verte implique une transition vers des activités économiques efficaces dans l'utilisation des ressources et à faibles émissions de carbone pour améliorer la durabilité environnementale tout en réalisant des économies et en offrant des opportunités commerciales.

Réduire la consommation de ressources et tirer profit de la préférence grandissante des consommateurs pour les produits et services respectueux de l'environnement — par exemple par le tourisme vert ou l'image de marque des produits — représentent deux manières de convertir la performance environnementale en augmentation des bénéfices.

Les investissements dans des infrastructures d'énergies renouvelables de petite ou grande échelle dans les zones rurales offrent également un potentiel économique dans le contexte d'un nécessaire abandon des énergies fossiles et de l'augmentation des prix de l'énergie.



© Union européenne

⁽⁵⁾ Voir les cas d'études régionaux issus de la région nordique: <http://www.nordregio.se/en/Publications/Publications-2014/Bioeconomy-in-the-Nordic-region-Regional-case-studies/>

⁽⁶⁾ Voir des exemples dans la récente brochure de projets du Feader sur la transition vers des économies rurales plus vertes: https://enrd.ec.europa.eu/sites/enrd/files/publications/eafrd-brochure-04-fr_2017.pdf

4. L'économie numérique

La *Revue rurale de l'UE* N° 21 a souligné l'importance de doter les zones rurales d'un accès à l'internet à haut débit pour permettre aux entreprises de se montrer compétitives et de prospérer dans l'économie moderne. Un accès rapide et fiable est essentiel pour garantir l'«accès à l'information et aux plateformes commerciales, la promotion des services ruraux et la possibilité d'entrer en contact avec les consommateurs et des visiteurs potentiels» (7).

Les domaines spécifiques d'opportunités numériques pour les zones rurales sont axés autour de l'accès numérique aux marchés, aux services et au marketing numériques (8). Dans le contexte agricole, les technologies numériques peuvent contribuer à améliorer la productivité et l'efficacité de l'utilisation des ressources grâce à des techniques comme l'agriculture de précision. L'accès

à l'internet dans les zones rurales peut également réduire la charge administrative liée à la mise en œuvre de la politique agricole commune, par exemple grâce à l'utilisation de capteurs à distance et de communications à haut débit en temps réel.

Toutefois, il est indispensable de réduire la «double fracture numérique» dont souffrent de nombreuses communautés rurales. Outre l'absence d'accès à l'internet de nouvelle génération (voir graphique 1), de nombreuses populations rurales ne disposent pas des compétences numériques nécessaires pour tirer profit des opportunités dans le domaine de l'économie numérique.

La construction de nouvelles infrastructures numériques à haut débit dans les zones rurales doit représenter une priorité d'investissement continue, associée à une éducation et une formation au numérique.

Ces deux éléments sont nécessaires pour renforcer la capacité des communautés et des parties prenantes des zones rurales d'Europe d'exploiter le potentiel numérique.

5. L'économie sociale

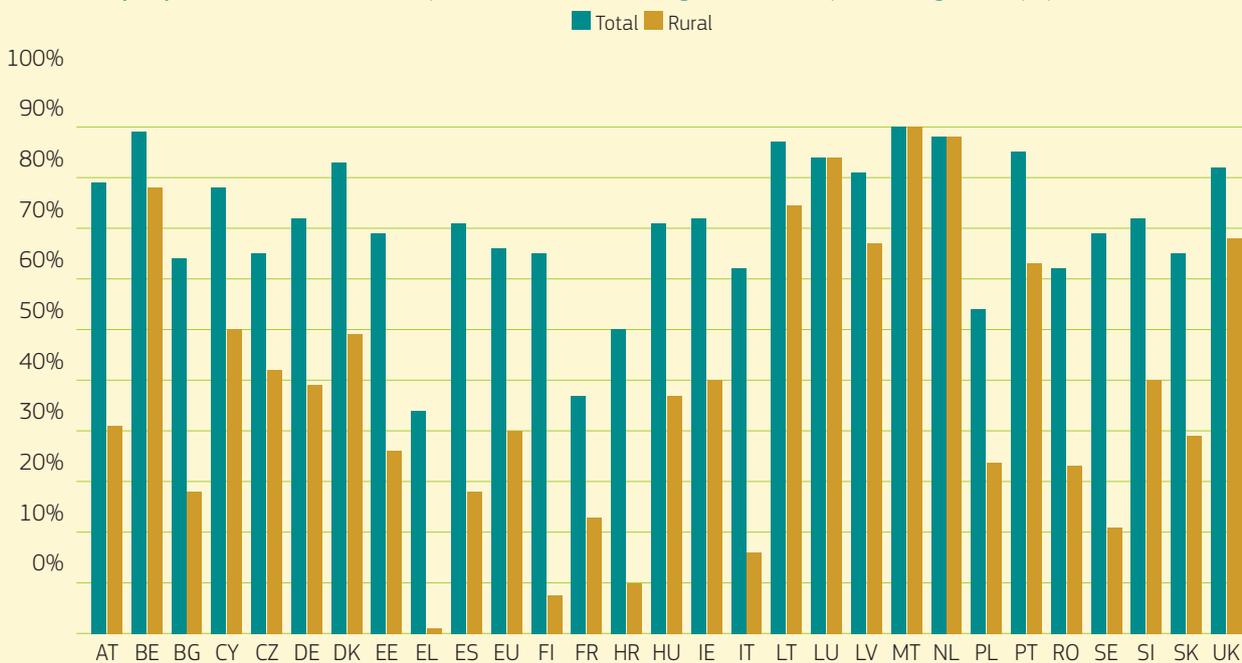
Les zones rurales d'Europe ont été durement touchées par des réductions et par la centralisation des dépenses publiques consacrées aux services d'intérêt général (SIG) — qui sont définis par les États membres et peuvent inclure les transports publics, les services postaux et les soins de santé.

Toutefois, de nombreuses communautés rurales ont réagi en essayant de trouver des manières originales d'organiser et de proposer des services, en associant les ressources publiques, privées et communautaires.

Ces initiatives communautaires en faveur de la régénération des services ruraux

L'accès de nouvelle génération (NGA) désigne les formes modernes d'accès à l'internet à haut débit communément définies comme étant d'au moins 30 mégabits par seconde (Mbps). L'accès de nouvelle génération constitue un changement radical en termes de vitesse et de qualité de l'accès à l'internet par rapport aux services traditionnels à haut débit.

Graphique 1. Taux de couverture pour l'accès de nouvelle génération (en pourcentage de la population), 2016



Source: rapport de 2017 sur l'état d'avancement de l'Europe numérique et rapports de 2017 par pays — Connexion (y compris FTTP, VDSL et la couverture par câble DOCSIS 3.0).

(7) https://enrd.ec.europa.eu/publications/eu-rural-review_fr

(8) Voir la brochure de projets du Feader intitulée «Des zones rurales intelligentes et compétitives»: https://enrd.ec.europa.eu/sites/enrd/files/publi-eafrd-brochure-02-fr_2016.pdf

peuvent être à l'origine d'innovations sociales — ce que le Bureau des conseillers de politique européenne a défini en 2010 de la façon suivante: «Une innovation est dite sociale quand elle l'est tant dans ses objectifs que dans ses moyens. [Ce sont] des idées nouvelles (produits, services et modèles) qui répondent aux besoins sociaux (de manière plus efficace que les autres approches) tout en créant de nouveaux liens sociaux ou collaborations»⁽⁹⁾.

À ces changements s'ajoutent des facteurs technologiques. De manière générale, l'internet transforme la configuration des services dans les zones rurales, mais c'est d'autant plus le cas dans les régions reculées, par exemple dans des domaines comme la médecine et l'enseignement à distance.

Le fait de repenser continuellement les structures de prestation des SIG offre de nombreuses opportunités pour l'entrepreneuriat rural, les entreprises sociales, les petites et moyennes entreprises (PME) et l'innovation — en particulier pour inverser les tendances de centralisation et de rationalisation à l'origine du transfert d'emplois et d'autres avantages économiques vers les zones urbaines.

6. L'économie de l'expérience

De nombreuses zones rurales bénéficient d'avantages naturels qui peuvent leur permettre d'attirer des visiteurs et d'encourager ces derniers à dépenser leur argent. Grâce à ces avantages, il est possible de convaincre les nombreux consommateurs d'Europe et du monde qui ne souhaitent pas uniquement acquérir des produits matériels, mais qui sont également à la recherche d'«expériences» de vie particulières.



© Kristine Mengel, Union européenne, 2015

Les opportunités dans le domaine de l'économie de l'expérience peuvent reposer sur des caractéristiques naturelles comme des montagnes, des plages, des forêts, des sites d'intérêt culturel ou historique ou encore sur des produits typiques locaux. Le marketing, les informations et la signalétique à l'intention des services locaux peuvent s'avérer essentiels pour tirer profit du potentiel de l'économie de l'expérience — les technologies numériques offrent un potentiel beaucoup plus grand à cet égard.

Un ensemble d'opportunités commerciales connexes peuvent voir le jour lorsque les milieux ruraux attirent des touristes et des visiteurs d'un jour. De nouvelles activités peuvent exister en rapport avec l'expérience proposée, par exemple des cours, des visites guidées ou des séances de dégustation. Cependant, des activités plus «génériques» peuvent être en place, notamment des commerces locaux, des maisons d'hôtes, des restaurants, des cafés et même des services adaptés comme les transports.

7. L'économie résidentielle

Les communautés rurales dans lesquelles vivent principalement des navetteurs ou des personnes retraitées peuvent offrir des opportunités commerciales dans le domaine de «l'économie résidentielle». Elles peuvent principalement compter sur les richesses injectées dans la région grâce aux revenus et aux pensions.

Dans une large mesure, l'économie résidentielle est dominée par les services, c'est pourquoi les opportunités économiques seront grandement conditionnées par les préférences et les besoins de la population de résidents. Elle crée généralement une demande de commerces et de services locaux.

Les résidents ruraux aisés qui cherchent à se distinguer peuvent donner un nouveau souffle aux anciennes techniques artisanales. Un grand nombre de ces activités présentent des coûts d'entrée très faibles: l'ouvrier qui construisait des murs de pierre devient un concepteur de patio et le travailleur agricole un palefrenier.

L'«économie des seniors» est une forme particulière d'économie résidentielle dans laquelle les économies rurales bénéficient d'un grand nombre de personnes plus âgées et relativement aisées qui vivent dans la région ou s'y établissent pour profiter de leur retraite. Ce phénomène peut créer ses propres demandes de services récréatifs, domestiques et de soins, comme des logements construits spécialement pour ces personnes, des terrains de golf, ainsi que des services de jardinage et des soins de santé.



© Union européenne, 2013

⁽⁹⁾ <https://ec.europa.eu/migrant-integration/library/doc/empowering-people-driving-change-social-innovation-in-the-european-union?lang=fr>



2. Le potentiel commercial ancré dans les réalités locales

© Pexels

Les récits de changement et les opportunités commerciales émergentes mis en évidence dans l'article précédent peuvent, dans une certaine mesure, s'appliquer à toutes les zones rurales et les affecter. Toutefois, les résultats concrets sur le terrain dépendront toujours des différences géographiques et d'un large éventail de facteurs environnementaux et socio-économiques.

Des différences peuvent déjà être relevées à l'échelle macrorégionale et forment des axes importants nord-sud, est-ouest et centre-périphérie. Ces différences peuvent se refléter dans une certaine mesure dans les typologies régionale et macrorégionale.

Il existe d'autres variations beaucoup plus localisées. Elles ont trait, par exemple, à la proximité avec la ville la plus proche, ou à la qualité des ressources naturelles locales. Elles sont décrites plus en détail dans le contexte des types représentatifs de zones rurales/de l'économie rurale.

Il est important que les communautés rurales comprennent et relèvent les défis et les opportunités afin de tirer profit du potentiel commercial moderne de leur région. Les politiques et les programmes doivent être suffisamment flexibles pour le leur permettre.

TYPLOGIES MACRORÉGIONALES

APPRÉHENDER LES DIFFÉRENCES RURALES LOCALES

TPOLOGIES MACRORÉGIONALES

Plusieurs façons dont les « récits de changement » globaux se traduisent en transition économique concrète sur le terrain peuvent être comprises à l'échelle macrorégionale.

Ces dernières années, un grand nombre de typologies régionales de l'Europe rurale ont été élaborées. Certaines ont pour objectif de déterminer les différences dans le degré de ruralité. D'autres sont axées sur les différences des spécialisations et des structures agricoles, tandis que d'autres encore essaient de montrer les résultats obtenus par les différentes parties de l'Europe rurale sur le plan économique ou en termes d'évolution démographique.

La Commission européenne et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) utilisent généralement un classement par catégories de ruralité fondé sur la densité de population et sur la distance qui sépare une zone de la ville la plus proche. Une analyse réalisée par l'OCDE sur la base de cette catégorisation a montré que, bien que toutes les régions rurales des pays de l'OCDE rattrapent les zones urbaines, les régions les plus proches d'une ville ont tendance à être particulièrement dynamiques ⁽¹⁾.

Toutefois, afin d'examiner les opportunités pour les entreprises rurales, il peut être plus utile de classer les régions selon la structure de leur activité économique. En ce qui concerne les États membres, une typologie semblable a été élaborée par le projet ESPON — EDORA ⁽²⁾ (voir graphique 2).

Il s'agissait d'une typologie de régions NUTS 3 ⁽³⁾ (à l'exception de celles classées comme « à prédominance urbaine »), basée sur 18 indicateurs, dérivés de 25 variables de données brutes, extraites pour la plupart de la base de données Regio d'Eurostat. Un arbre de décision simple et par étapes a été élaboré et permettait de déterminer quatre types structurels de régions:

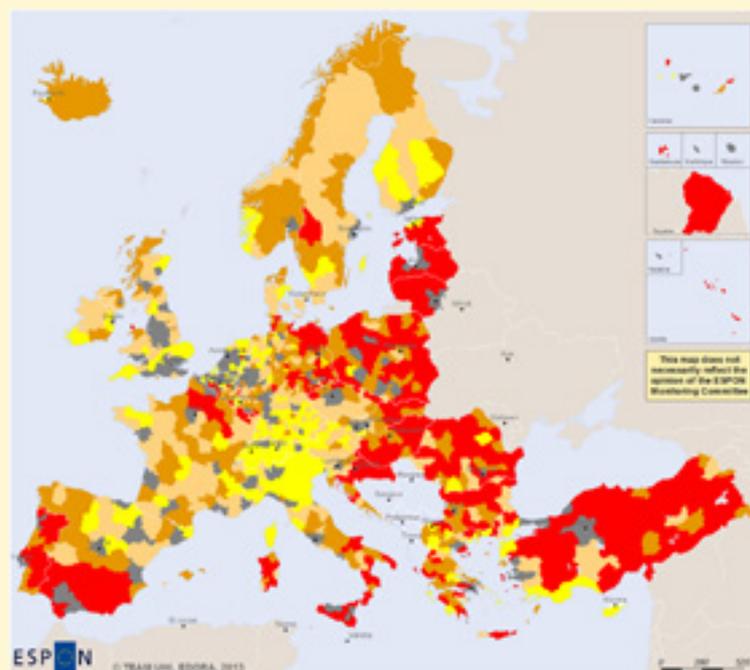
1. Les régions **agraires** dans lesquelles l'économie reste fortement dépendante des activités primaires.
2. Les régions **rurales de consommation** dans lesquelles l'agriculture occupe une place relativement restreinte, tandis que les activités récréatives et le tourisme représentent des activités essentielles.
3. Les régions **diversifiées** dont la base **manufacturière** est relativement importante.

4. Les régions **diversifiées** dans lesquelles les **services marchands** sont solides.

Les régions dans lesquelles le secteur primaire joue un rôle majeur dans l'économie locale (les régions « agraires ») se concentrent principalement sur un arc allant des frontières orientales aux frontières méridionales de l'Union européenne.

Le projet EDORA a également classé les régions selon leurs résultats socio-économiques, tels que définis en

Graphique 2. Typologie structurelle EDORA



- À prédominance urbaine
- En déclin
- En dessous de la moyenne
- Au-dessus de la moyenne
- D'accumulation

Source: Copus, 2013.

⁽¹⁾ The New Rural Policy 3.0. www.oecd.org/rural/rural-development-conference/documents/New-Rural-Policy.pdf

⁽²⁾ www.espon.eu/programme/projects/espon-2013/applied-research/edora-european-development-opportunities-rural-areas

⁽³⁾ <http://ec.europa.eu/eurostat/web/nuts>

combinant les statistiques relatives au produit intérieur brut (PIB) par habitant, à la migration, à l'emploi et au chômage. Les zones dont les résultats étaient les plus faibles ont été classées comme régions «en déclin», tandis que celles dont les résultats étaient les plus élevés ont été désignées comme régions «d'accumulation».

Le projet EDORA a tiré des conclusions générales intéressantes en comparant à la fois les typologies structurelles et de performance des régions NUTS 3:

- les régions «agraires» ont tendance à avoir des résultats relativement faibles, caractéristiques du processus de «déclin» socio-économique;
- les résultats des «régions diversifiées dont la base manufacturière est relativement importante» ont également tendance à être relativement faibles, probablement parce qu'elles dépendent de secteurs en déclin;
- les régions dans lesquelles le tourisme et les activités récréatives sont des composantes essentielles de l'économie («les régions rurales de

consommation») et celles dont les «services marchands sont diversifiés» enregistrent de bons résultats.

Le fait qu'il soit possible de dégager des modèles de différenciation à grande échelle des structures et des performances a des conséquences importantes pour le ciblage des politiques rurales européennes.

Cela signifie que des travaux et des investissements supplémentaires sont nécessaires pour permettre aux régions de tirer profit des domaines d'opportunités les plus adaptés à leur situation.

APPRÉHENDER LES DIFFÉRENCES RURALES LOCALES

Au sein même des régions, les défis et les opportunités auxquels les zones rurales sont confrontées seront propres aux caractéristiques locales particulières.

Pour appréhender les différences qui séparent les zones rurales d'Europe et comprendre de quelle manière les effets des facteurs de changement ou des nouveaux domaines d'opportunités commerciales se font sentir dans ces zones, nous avons défini six grands types de zones rurales locales, en grande partie sur la base des travaux du professeur Bill Slee du James Hutton Institute, réalisés pour le point de contact du REDR.

Les bassins de production

Ce sont des zones rurales dominées par des secteurs agricoles et sylvicoles très productifs. Ce sont les «usines de produits

alimentaires et de fibres» de l'économie rurale traditionnelle, dans lesquelles les agriculteurs et les sylviculteurs participent à la production de marchandises pour fournir de la nourriture, du bois et d'autres matières premières à un éventail de chaînes de valeur rurales.

Les systèmes de production sont très diversifiés à travers l'Europe. Ils sont constitués de petites et grandes exploitations agricoles industrielles, de cultures d'olives et d'agrumes dans les pays méditerranéens, de zones de production intensive de céréales et de bétail (souvent avec une large composante sylvicole) en Europe centrale,

et d'une utilisation des terres dominées par les forêts dans les pays nordiques.

Les industries de transformation des produits alimentaires, du bois et des fibres sont souvent installées dans ces zones. Bien que le secteur traditionnel de la transformation soit toujours présent, dans les véritables bassins de production, un secteur de la transformation de haute technologie et plus innovant a tendance à s'installer aux côtés de la production à grande échelle. Ce phénomène est visible dans les plaines du nord de la France, aux Pays-Bas, dans de grandes parties de l'Allemagne, dans les grandes plaines d'Europe de l'Est, dans la plaine du Pô en Italie et dans la région de l'East Anglia au Royaume-Uni.

Les zones périphériques

Ce sont des zones rurales qui restent dépendantes des secteurs qui produisent à partir des terres — par exemple la sylviculture ou la culture intensive de fruits et de légumes. Ces zones peuvent être très productives, mais ont besoin d'une connectivité ou d'autres atouts naturels pour devenir des «bassins de production» ou entraîner une plus grande activité économique connexe dans la région.





LE SUCCÈS D'UNE ZONE PÉRIPHÉRIQUE AU DANEMARK

Samsø est une île danoise d'un peu moins de 4 000 habitants située entre le Jutland et l'île de Sealand. L'île a rencontré les mêmes problèmes que toutes les zones périphériques: l'exode des jeunes, la fermeture des transformateurs de produits agricoles et une dépendance à l'importation d'énergie.

En 1997, elle a remporté un concours visant à se convertir en île zéro carbone. La municipalité y est parvenue en tirant profit des vents en mer et dans les terres, ainsi que grâce à un système de chauffage communautaire. Aujourd'hui, elle a mis en place une académie de l'énergie. Elle construit également des résidences de vacances à haute efficacité énergétique et met des voitures électriques à disposition des visiteurs. Son secteur agricole s'est diversifié et a favorisé une économie locale beaucoup plus résiliente.

Dans bien des cas, des biens d'équipement et une innovation technologique représentée par des ordinateurs et des machines sophistiquées ont réduit considérablement la demande de main-d'œuvre dans ces zones. Un grand nombre de ces zones sont caractérisées par un phénomène de dépopulation significatif.

Ces zones sont confrontées à de nombreuses difficultés et relativement peu d'opportunités. Toutefois, des solutions réalistes sont possibles et reposent généralement sur une mobilisation forte de la communauté ainsi que sur des concepts émergents tels que la «spécialisation intelligente» (voir encadré ci-dessus).

La bioéconomie peut offrir des opportunités concrètes dans les régions périphériques. À titre d'exemple, la Finlande et la Suède ont investi de manière significative dans les bioraffineries basées sur les ressources forestières, étant donné l'énorme quantité

de bois à disposition pouvant servir de matière première dans la fabrication de toute une série de polymères et de biomatériaux.

Les zones-dortoirs connectées

Il s'agit de zones rurales dont les caractéristiques sont grandement définies par leur proximité par rapport à de grandes villes. Elles sont parfois classées comme zones périurbaines. Cette «proximité» ne traduit pas uniquement la distance physique, elle est également renforcée par des modes de transport rapides et fiables.

L'économie résidentielle peut offrir des opportunités économiques significatives dans ces zones étant donné que les personnes qui viennent y vivre travaillent dans la zone urbaine qui y est connectée. Ces navetteurs apportent de nombreuses opportunités commerciales distinctes, souvent éloignées des chaînes de valeur axées sur les terres.

Ces zones-dortoirs peuvent également devenir des «pôles» d'activités, comme des centres administratifs, des pôles de production primaire dans l'extraction des ressources naturelles ou des centres manufacturiers. Dans ces zones, les entreprises du secteur de l'alimentation locale et de haute valeur ajoutée représentent bien souvent la pointe de l'iceberg, car elles bénéficient d'un accès aisé aux grands marchés urbains.

Le revers de la croissance dans ces zones est que de nombreuses activités (et résidents) traditionnell(e)s peuvent ressentir les effets des usages concurrents, de l'augmentation de la valeur des terrains et, dans certains cas, de l'urbanisation. Pour cette raison, il est nécessaire d'établir une planification appropriée des politiques.

Les arrière-pays attractifs

Ces zones sont plus éloignées des centres urbains que les «zones-dortoirs connectées». Elles bénéficient toutefois du fait qu'elles incarnent des lieux de vie très attractifs. Elles peuvent présenter un attrait particulier pour les résidents aisés et les entreprises sans attache qui aspirent à une qualité de vie élevée et ne veulent pas perdre leurs liens avec une ou plusieurs villes alentour.

Les arrière-pays attractifs offrent des opportunités dans l'économie résidentielle grâce à une forte demande de biens et services ruraux pour satisfaire les modes de vie des plus aisés. La demande des résidents fortunés, par exemple en matière de jardiniers-paysagistes et de restaurants haut de gamme, peut générer des effets multiplicateurs bénéfiques à l'échelle locale qui permettent de préserver la vitalité des villages et l'activité des commerces. Ces effets ont été observés dans les vallées boisées des Chilterns (Royaume-Uni) et dans les villages en pierre de Bourgogne (France).

Les arrière-pays attractifs offrent également des opportunités de taille dans l'économie de l'expérience, grâce au marché que représentent les populations urbaines proches et larges. Étant donné la gratuité des atouts locaux, qu'ils soient naturels, culturels ou historiques, les coûts

d'entrée relatifs à cette activité peuvent être relativement faibles.

Les zones reculées et en déclin

Ces zones rurales souffrent de l'héritage négatif des industries rurales qui ont largement disparu. Elles font face à plusieurs désavantages à l'origine de cercles vicieux de déclin et qui incluent des pertes d'emplois, la disparition de commerces et de services, l'exode et le vieillissement de la population. L'optimisme en ce qui concerne l'avenir est peu présent et les opportunités commerciales sont rarement visibles.

Dans cette catégorie, il existe des zones caractérisées par une agriculture peu productive et isolées des autres marchés importants, comme des villages de montagne dans certains pays du sud et de l'est de l'Europe. On retrouve également des villages et des zones dans lesquels une industrie minière ou manufacturière rurale était jadis importante, avant de disparaître presque intégralement.

Ces zones doivent souvent compter sur l'innovation sociale ou sur le «bon voisinage traditionnel» pour offrir de l'aide sociale ou des activités économiques

locales, comme des commerces et services locaux.

Il existe des exemples de nouvelles entreprises créées par des personnes particulièrement désireuses d'entreprendre dans ces régions peu prometteuses. Toutefois, la réalité est telle que le succès mène presque inévitablement ces personnes à s'établir dans des zones mieux connectées et plus attrayantes pour vivre et faire des affaires.

Les zones rurales idylliques

Ces zones font exception à la règle selon laquelle les opportunités rurales dépendent de la proximité avec les marchés et les centres urbains. L'économie des zones rurales idylliques peut être florissante grâce à des atouts locaux particuliers et à un attrait suffisant pour que les touristes soient prêts à parcourir de longues distances — par exemple des stations de ski ou des stations balnéaires.

Des cours d'eau, des vallées et des paysages ruraux renommés — tels que la Dordogne et la Toscane — peuvent également servir de base à une activité économique importante. En outre,

d'autres zones rurales idylliques peuvent émerger avec l'évolution des préférences et de la demande, par exemple pour certains paysages plus sauvages et reculés. Toutefois, cela n'est pas sans risque. Certaines zones rurales idylliques ont été ruinées par l'émergence du tourisme suivie par sa stagnation.

À l'ère du numérique, les zones rurales idylliques peuvent éventuellement attirer des entreprises «sans attache» pour lesquelles seule une connectivité numérique plutôt que physique est nécessaire pour mener leurs activités. On peut citer notamment les entreprises informatiques et certaines entreprises innovantes.

Conclusion

La typologie présentée dans ce chapitre montre clairement qu'il peut exister des opportunités économiques et commerciales très différentes au sein d'une même région. Les politiques de soutien aux entreprises doivent être sensibles à ces différences et répondre à l'évolution des besoins des entreprises rurales pour les aider à tirer profit des secteurs émergents décrits précédemment et qui offrent des opportunités commerciales.

Dans les chapitres suivants, nous nous pencherons sur des approches prometteuses afin d'y parvenir.





3. Le potentiel des pôles numériques ruraux

© H-Farm

Les pôles numériques ruraux peuvent représenter un outil important à l'échelle locale dans le but de réduire la double fracture numérique dont souffrent de nombreuses zones rurales. Pour ce faire, ces pôles proposent un accès rapide et fiable à l'internet, des espaces physiques dédiés au travail et à la mise en réseau, ainsi qu'une panoplie de services de soutien aux entreprises et à la communauté.

Les pôles numériques ruraux peuvent bénéficier tant aux particuliers qu'aux entreprises qui ont recours à leurs services. De manière plus significative, ils peuvent améliorer considérablement la capacité d'une région à prendre conscience de son potentiel latent en lui permettant de tirer profit des opportunités numériques modernes.

Toutefois, pour être efficaces, les pôles numériques ruraux doivent faire l'objet d'une planification soignée et être adaptés à la situation et aux besoins locaux. Le rôle d'un médiateur doit également être pris au sérieux pour que les pôles passent d'un espace physique offrant des opportunités numériques à un espace humain, qui facilite la collaboration entre les individus et les organisations à tous les niveaux.

PÔLES NUMÉRIQUES RURAUX — UNE RÉPONSE LOCALE

QUE PEUVENT OFFRIR LES PÔLES NUMÉRIQUES RURAUX?

LES BÉNÉFICES POSSIBLES DES PÔLES NUMÉRIQUES RURAUX

LEÇONS PRATIQUES POUR LES PÔLES NUMÉRIQUES RURAUX

PÔLES NUMÉRIQUES RURAUX — UNE RÉPONSE LOCALE

Situés dans les zones rurales, les pôles numériques ruraux sont des espaces locaux qui peuvent servir de point central à la fourniture d'infrastructures numériques vitales ainsi qu'à un ensemble de services de soutien aux communautés et aux entreprises rurales.

Ces dix dernières années, un nombre sans cesse croissant de centres de services numériques et de pôles locaux ont vu le jour dans les zones rurales d'Europe. Ceux-ci s'appuient sur les possibilités offertes par les technologies numériques modernes et visent à encourager leur diffusion et leur application dans les zones rurales.

Au niveau le plus élémentaire, ces «pôles» peuvent fournir un accès à l'internet haut débit rapide et fiable pour les membres de la communauté et les entreprises locales. Ils peuvent ensuite s'appuyer sur ce potentiel pour améliorer les compétences et les opportunités numériques locales, et ainsi réduire la double fracture numérique dont souffrent de nombreuses zones rurales.

Ces pôles locaux peuvent également servir de point central à la fourniture d'un ensemble de services selon les spécificités du contexte et des besoins locaux, que ce soit du soutien à l'entrepreneuriat ou des services axés sur la collectivité ou le social. Pour cette raison, ils ont évolué en différentes formes que nous explorerons dans le présent article.

Les pôles numériques ruraux ne visent pas à imiter les écosystèmes urbains, mais cherchent plutôt à fournir les éléments fondamentaux adaptés aux besoins locaux.

Plus important encore, ces pôles ruraux peuvent servir de nœuds ou de multiplicateurs à l'échelle locale pour faciliter l'échange entre les besoins numériques des communautés rurales et les autres initiatives européennes, nationales ou régionales, visant à soutenir les entreprises pour tirer profit des

opportunités offertes par l'économie numérique.

À titre d'exemple, il peut exister des opportunités de connecter les activités rurales locales afin de réduire la fracture numérique grâce au potentiel offert par les «pôles d'innovation numérique», l'un des piliers de l'initiative «Passage au numérique des entreprises européennes» de la Commission européenne ⁽¹⁾ (voir encadré).

LES PÔLES NUMÉRIQUES RURAUX

... sont actifs au niveau local.

... sont généralement composés d'un bâtiment/espace situé dans une communauté rurale, et fournissent des services numériques essentiels, notamment l'accès à des espaces de travail dotés d'une connexion haut débit.

... peuvent rendre la perspective de travailler dans les zones rurales plus concrète pour la population et par conséquent réduire l'ampleur du phénomène d'exode.

... peuvent servir de point de rencontre pour les entrepreneurs locaux, ce qui facilite l'échange de connaissances et de compétences et crée de nouvelles possibilités de mise en réseau au niveau commercial et communautaire.

... peuvent représenter le point central de prestation d'une série de services essentiels pour les entreprises et la communauté, notamment un soutien ciblé aux entreprises et à l'entrepreneuriat.

LE GROUPE THÉMATIQUE DU REDR SUR LES PÔLES NUMÉRIQUES RURAUX

Le groupe thématique du REDR sur les entreprises rurales intelligentes et compétitives (2016-2017) a examiné les pôles numériques ruraux existants pour déterminer de quelle manière ils fonctionnent, quels services ils assurent et quels facteurs pertinents conditionnent la réussite ou non de ces initiatives locales. Le présent article donne un aperçu des exemples et des conclusions évoqués et élaborés dans le contexte de ces travaux.

Les conclusions du projet transnational européen «Micropol — Smart Work Centres in non-metropolitan areas» ⁽²⁾, financé par le programme Interreg IVC, ont constitué une contribution importante aux travaux du groupe thématique. Ce projet a étudié de nombreuses pratiques locales en Europe dans le but de tirer profit des possibilités numériques dans les zones rurales.

Le groupe thématique du REDR a examiné certaines de ces pratiques ainsi que d'autres exemples qui allaient de projets européens très ambitieux dans des villes rurales à de petites initiatives dans des villages relativement isolés.

Le groupe a fait observer que de nombreuses autres initiatives locales de ce genre verraient le jour dans les zones rurales, mais qu'elles sont encore inconnues à l'échelle européenne. Il est notamment difficile de les identifier, car le terme «pôle numérique rural» n'est pas encore compris de manière uniforme dans toute l'Europe. En effet, dans la pratique, ces initiatives sont nommées différemment selon les pays et les régions.

⁽¹⁾ La communication de la Commission du 19 avril 2016, intitulée «Passage au numérique des entreprises européennes — Tirer tous les avantages du marché unique numérique», prévoit de garantir que «chaque entreprise en Europe, quel que soit son secteur d'activité, où qu'elle soit située et quelle que soit sa taille, puisse tirer pleinement profit des innovations numériques pour améliorer ses produits, améliorer ses procédés et adapter ses modèles économiques selon les évolutions numériques». http://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2016/FR/1-2016-180-FR-F1-1_PDF

⁽²⁾ www.micropol-interreg.eu

QUE PEUVENT OFFRIR LES PÔLES NUMÉRIQUES RURAUX?

Les pôles numériques ruraux offrent à la fois des services et des espaces physiques selon les besoins des communautés et des entreprises rurales et les aident à bénéficier des opportunités offertes par la transition vers le numérique.

Les travaux du groupe thématique du REDR ont déterminé que les pôles numériques ruraux peuvent offrir quatre types principaux de prestations aux zones rurales: des espaces physiques pour les entreprises, des espaces physiques pour la communauté, des services pour les entreprises et des services pour la communauté.

Les espaces de travail

Les pôles numériques ruraux proposent généralement des espaces de travail flexibles aux travailleurs. Ces espaces peuvent être des bureaux «fermés» individuels ou des espaces de travail partagés.

Leur objectif est d'offrir des environnements de travail professionnels et modernes aux habitants des communautés rurales. Certains proposent aussi des espaces collaboratifs dédiés à la formation, aux visioconférences et à d'autres usages professionnels.

Ces espaces peuvent offrir des installations améliorées aux personnes qui dirigent déjà une entreprise dans la zone rurale locale et permettent également à un plus grand nombre de personnes d'envisager le travail à distance ou la création d'une entreprise sur place. Tous ces aspects sont bénéfiques pour les zones rurales, car ils permettent de stimuler l'activité économique locale et de réduire le nombre de navetteurs.

Ces pôles peuvent généralement fournir un soutien au commerce interentreprises (B2B) aux nouveaux utilisateurs/membres et sont principalement axés sur la mise en réseau.

Les pôles qui fonctionnent à distance sont moins susceptibles d'offrir des services plus larges à la communauté. Lorsque ces services sont proposés, ils se limitent

bien souvent à encourager les personnes sans emploi à retrouver un travail, tandis que certains proposent des espaces et des conseils gratuitement, par exemple aux étudiants.

Services de soutien aux entreprises

Les pôles numériques ruraux peuvent servir de lieu de prestation pour une panoplie de services de soutien aux entreprises, notamment un soutien à l'innovation, aux start-up, aux activités de mise en réseau ou à des activités de formation.

Les pôles numériques ruraux peuvent proposer des services de soutien aux entreprises, même dans les zones les plus reculées. Toutefois, les activités les plus solides et les plus ambitieuses sont présentes dans les bourgades, les centres administratifs ou les zones rurales accessibles. Ici, le pôle numérique rural peut servir de pôle d'entreprises conçu pour créer un écosystème numérique viable afin d'aider les entreprises actuelles et futures.

Ces activités ciblent essentiellement, et sont utilisées par les PME, les microentreprises et les start-up qui bénéficient des avantages suivants: réception commune, soutien aux clusters, tutorat et plan d'affaires, salles de réunion et de conférence, activités de mise en réseau et espaces de rencontres informelles.

Selon les préférences et les possibilités locales, les services peuvent être assurés par différents organismes publics, privés et du troisième secteur. Les origines des pôles numériques ruraux et des services qu'ils offrent peuvent varier considérablement. Le Ludgate Hub (pôle Ludgate, voir page 20) a été créé par des entrepreneurs numériques actifs dans les structures de la communauté locale. Par ailleurs, le Centre du Morvan ⁽³⁾ était au départ un centre de compétences et d'éducation numérique public.

Graphique 1

	Axé sur les entreprises	Axé sur la communauté
Espaces proposés	Bureaux et espaces de travail partagés, salles de réunion, espaces de formation, équipement de visioconférence, etc.	Services de base: crèche, bibliothèque, etc.
Services proposés	Mise en réseau et activités entre pairs, formation, tutorat et conseils aux entreprises, commerce en ligne, applications/projets pilotes, etc.	Amélioration de la culture numérique, séances de formation, projets de démonstration

Source: étude de cas du groupe thématique du REDR sur les pôles numériques ruraux http://enrd.ec.europa.eu/thematic-work/smart-and-competitive-rural-areas/rural-businesses_fr

(3) <http://www.nivernaismorvan.net/teletravail/telecentre-de-lormes/>



ESPACES DE TRAVAIL PROFESSIONNELS DANS LA MUNICIPALITÉ RURALE DE BRØNDERSLEV, AU DANEMARK

Contexte local: Brønderslev est une municipalité située au cœur de la région du Jutland du Nord, au Danemark, à 25 kilomètres de l'aéroport et d'Aalborg, la ville principale de la région. En 2015, la population de Brønderslev s'élevait à 35 700 habitants, parmi lesquels 22 % étaient âgés de moins de 18 ans et 20 % de plus de 64 ans. Le taux de chômage atteignait 4,2 % et le salaire mensuel net moyen était de 1 300 euros. Les principales formes d'activité économique à l'échelle locale étaient les services (73 %), l'industrie (13 %) et l'agriculture (8 %).

Le pôle: en 2013, un pôle numérique rural a vu le jour à Brønderslev afin d'améliorer les possibilités d'attirer des entrepreneurs «sans attache» et des personnes hautement qualifiées. Le bâtiment dispose de 12 espaces de travail ainsi que d'équipements adaptés aux réunions, aux visioconférences, etc. Les infrastructures offrent un accès général à une connexion haut débit de 100 Mb/s ainsi qu'une salle de sport à des fins sociales.

Financement: le pôle a bénéficié du financement du REDR et de la municipalité de Brønderslev. Ce financement était constitué d'un investissement en capital de 73 000 euros et représente des coûts d'exploitation annuels moyens de près de 37 000 euros.

Rendement de l'investissement: selon une évaluation du rendement social de l'investissement après les dix-huit premiers mois de fonctionnement réalisée par le projet Micropol^(*), six entreprises ont été créées directement ou indirectement grâce aux services offerts par le pôle et huit entreprises sont actives dans le pôle. L'évaluation révèle également que quatre emplois ont été créés dans le centre et d'autres peuvent avoir été créés en dehors, bien que cet élément semble difficile à quantifier.

© Udviklingspark Brønderslev

(*) www.micropol-interreg.eu/IMG/pdf/MICROPOL_SROI_Study_2014.pdf

Espaces et services communautaires

Les pôles numériques ruraux qui incluent des services sociaux ou axés sur la communauté se trouvent généralement dans les communautés plus petites et plus éloignées. Souvent, ils trouvent leurs origines dans les initiatives «sociales» conçues pour apporter un stimulus ou un espace à la communauté locale ou au développement territorial.

Ils peuvent offrir les premiers éléments constitutifs de l'écosystème numérique et mobiliser la communauté visée en offrant un large éventail de services non commerciaux, notamment des services relatifs à l'emploi, aux informations ainsi que d'autres services publics et communautaires. Des réductions de coûts importantes sont également possibles grâce au partage des équipements et du personnel.

Outre leur objectif communautaire, ils offrent souvent des services de soutien aux entreprises permettant de stimuler l'entrepreneuriat et les activités économiques locales. Rassembler l'ensemble des services de soutien en un seul lieu est généralement indispensable pour créer la dynamique et générer l'énergie nécessaire à la création de nouvelles activités économiques et sociales.



© The Ludgate Hub



LE LUDGATE HUB – UN PÔLE D'ENTREPRISES PROFESSIONNEL EN IRLANDE RURALE

Contexte local: Skibbereen est une petite ville du comté de Cork, dans le sud-ouest de l'Irlande. La ville en elle-même (sans prendre en compte ses environs) avait une population de 2 568 habitants selon le recensement effectué en 2011. La connexion à haut débit de la ville était très faible. Certaines zones de Skibbereen ne disposaient pas de connexion par fibre optique.

Le pôle: le Ludgate Hub a ouvert ses portes en avril 2016. À l'origine, le bâtiment abritait un cinéma avant de devenir une boulangerie. Aujourd'hui, il a été converti pour offrir des bureaux privés, des espaces de travail partagés, des bureaux partagés, des salles de réunion et des équipements de visioconférence de pointe.

Le bâtiment jouit d'une connexion à l'internet à très haut débit de 1 Gb/s offerte par la ville dans le cadre d'un projet pilote, rassemblant le fournisseur Electricity Supply Board et Vodafone, dans le cadre duquel le réseau électrique existant est utilisé pour fournir un réseau à haut débit 100 % en fibre optique jusqu'à l'immeuble. Ce dernier est disponible en libre accès, ce qui signifie que n'importe quel ménage ou entreprise de la région peut demander l'accès via son fournisseur de services.

Le pôle a touché la population locale grâce à des réunions communautaires et à l'offre de séances de formations numériques. Les entreprises ont prodigué de manière volontaire des conseils commerciaux et un encadrement à travers le pôle. D'autres projets ont prévu la création d'eStreet, le premier portail qui intègre

pleinement la communauté du commerce en ligne et à travers duquel les commerçants peuvent accroître leurs ventes et leur visibilité en ligne ainsi que s'ouvrir à de nouveaux marchés.

Financement: onze donateurs privés ont contribué à 84 % du financement du pôle et se sont constitués en un «comité Ludgate» actif; 13 % des fonds proviennent d'un parrainage d'entreprise et 3 % d'une subvention exceptionnelle accordée par les autorités locales. L'investissement de départ s'élevait à 1 700 000 euros.

Les coûts opérationnels mensuels du pôle sont évalués à environ 9 000 euros. Ce montant est couvert par les frais de location des services offerts. Le pôle dispose d'un budget de réserve, tandis que d'autres projets supplémentaires bénéficient d'un financement assuré à 95 % par des dons privés et par le parrainage d'entreprise.

Rendement de l'investissement: le Ludgate Hub compte plus de 250 membres actifs et 25 sociétés qui travaillent au sein des espaces de travail partagés. Il emploie directement 11 personnes. Plus important encore, il a encouragé plus de 15 membres à s'installer dans la région avec leurs familles de manière permanente.

Il a mis en place un fonds d'amorçage de 500 000 euros provenant de dons privés afin d'attirer des start-up à Skibbereen et a permis à 11 entreprises locales de faire du commerce en ligne grâce au portail eStreet.

www.ludgate.ie



LE CENTRE CHEVIOT — UN PÔLE COMMUNAUTAIRE À WOOLER, ANGLETERRE, ROYAUME-UNI

Contexte local: Wooler est une petite bourgade rurale sise au pied des monts Cheviot dans le parc national du Northumberland, dans le nord de l'Angleterre. Elle est située dans la région de Glendale, l'une des moins peuplées du pays. En 2015, la population locale de Wooler s'élevait à 4 226 habitants, parmi lesquels 15 % étaient âgés de moins de 18 ans et 26 % de plus de 64 ans.

Le pôle: en 1999, une propriété abandonnée du centre-ville de Wooler (une ancienne workhouse (asile des pauvres) de style victorien) a été achetée et convertie en «Centre Cheviot» avant son ouverture en 2001. Prévu pour être un centre de ressources communautaires, il fournissait des salles communautaires et des bureaux pour les entreprises locales. Le Glendale Gateway Trust a même installé ses bureaux dans ce centre.

Outre ces espaces physiques, il a pour objectif de remplir la fonction de «pôle d'entreprises et communautaire», en créant un modèle selon lequel différents services locaux peuvent trouver ensemble leur place au cœur de la communauté, tout en encourageant les partenariats entre fournisseurs de service et employeurs afin qu'ils puissent se développer autour du pôle. Le pôle a récemment été étendu afin d'inclure une crèche, les services locaux d'informations aux touristes et la bibliothèque locale qui était menacée de fermeture.

Le centre propose des projets supplémentaires destinés à soutenir les entreprises et la population locales. À titre d'exemple, le projet

«Wooler Work Web» a mis des services en ligne à disposition des personnes sans emploi de la région afin de les orienter vers l'offre de formations et de compétences et de les aider dans leur recherche d'emploi. Dans le cadre de ce service, les employeurs locaux peuvent aussi faire connaître leurs postes vacants et obtenir une aide au recrutement.

Financement: le centre a été intégralement financé par le Glendale Gateway Trust, un fonds de développement caritatif communautaire indépendant mis en place afin de soutenir la communauté de Glendale et contribuer à régénérer l'économie locale. Ce financement était constitué d'un investissement s'élevant à 937 000 euros, et les coûts d'exploitation annuels moyens s'élèvent environ à 58 500 euros.

Rendement de l'investissement: selon une évaluation du rendement social de l'investissement après les treize premières années d'activité réalisée par le projet Micropol⁽⁹⁾, et bien qu'il n'existe aucune donnée sur le nombre d'entreprises créées, 28 entreprises sont actives dans le centre et un bon nombre d'entre elles font des affaires ensemble. Il s'agit donc d'un pôle de mise en réseau d'entreprises performant. Selon les entretiens réalisés, les entreprises attribuent la création de 15 emplois à la présence du centre Cheviot.

www.wooler.org.uk/glendale-gateway-trust/projects



© Barbara Carr

(9) www.micropol-interreg.eu/IMG/pdf/MICROPOL_SROI_Study_2014.pdf

LES BÉNÉFICES POSSIBLES DES PÔLES NUMÉRIQUES RURAUX

Les pôles numériques ruraux débordent de potentiel pour transformer la viabilité à long terme des communautés et des entreprises des zones rurales en leur permettant de tirer profit du potentiel numérique moderne.

Les avantages des pôles numériques ruraux peuvent être examinés selon deux perspectives. Il existe des avantages pour les personnes et les entreprises grâce aux services du pôle. Toutefois, il existe des avantages plus larges et, en fin de compte, plus importants pour la région et, par conséquent, pour la réalisation des objectifs de développement rural.

Tous les pôles numériques ruraux participent à l'amélioration des infrastructures numériques locales (TIC), grâce à l'accès à la large bande, dans certains cas rapide et ultrarapide, et contribuent à la promotion de leurs lieux respectifs. Ils augmentent les possibilités pour les résidents locaux et pour les visiteurs de développer des activités économiques et d'accéder aux services.

Les pôles numériques ruraux peuvent jouer un rôle clé dans la création d'un environnement propice aux entreprises locales, non seulement grâce à l'accès à l'internet et à des espaces de travail, mais encore en mettant à disposition un point pour la fourniture d'un soutien supplémentaire, pour le développement

de compétences numériques et pour diverses opportunités commerciales de mise en réseau.

Investir dans ce potentiel peut aider de nombreuses personnes qui souhaitent vivre dans les zones rurales, tout en étant «contraintes» de travailler dans des zones urbaines, à suivre une voie professionnelle différente dans les zones rurales, que ce soit en travaillant à distance plus régulièrement ou en créant une entreprise dans la zone rurale. Il est donc possible d'attirer un plus grand nombre de personnes et de rendre les économies rurales plus durables, et ainsi d'inverser les cycles de déclin et de créer un plus grand nombre d'opportunités commerciales tout en répondant à une demande locale croissante.

La possibilité d'avoir recours aux pôles numériques ruraux pour convaincre des personnes de vivre et de travailler dans les zones rurales a représenté un objectif stratégique pour de nombreuses initiatives. Le Ludgate Hub (voir encadré de la page 20) s'est particulièrement axé sur le retour de la communauté irlandaise dans les zones rurales d'Irlande.

Dans le même temps, la Cocotte numérique (voir encadré de la page 23) a mis en place un programme spécifique destiné à attirer des entrepreneurs numériques à Murat, en France, dans le but de s'y installer. Son objectif est plus ambitieux que le simple fait d'attendre que l'amélioration des services et d'une connexion numériques entraîne une migration interne vers les zones rurales. Au contraire, il encourage particulièrement les personnes à surmonter les obstacles potentiels à leur déménagement et à celui de leurs familles dans la zone, notamment en facilitant l'accès au logement et aux écoles.

AVANTAGES POUR LES UTILISATEURS

- ✓ Accès à de nouvelles entreprises ou de nouveaux marchés en travaillant dans le pôle.
- ✓ Soutien aux entreprises assuré par le pôle.
- ✓ Commerce et collaboration avec les autres utilisateurs.
- ✓ Pratiques professionnelles plus efficaces et plus efficaces grâce au pôle.
- ✓ Élargissement de la portée et de la gamme de services offerts aux utilisateurs.
- ✓ Mise à disposition d'un environnement plus professionnel avec moins de distractions pour les travailleurs à domicile.
- ✓ Réduction de la distance à parcourir pour se rendre au travail.
- ✓ Utilisation de ressources communes comme des services de secrétariat et de soutien informatique.

BÉNÉFICES POUR LA RÉGION

- ✓ Aide à surmonter les barrières commerciales à la connexion à l'internet à haut débit.
- ✓ Attirer de nouvelles entreprises et créer des emplois.
- ✓ Attirer de nouveaux résidents, notamment des familles d'entrepreneurs et des jeunes, générer de nouvelles sources de revenus pour la région et améliorer les services de base.
- ✓ Amélioration des compétences et des capacités numériques des entreprises rurales.
- ✓ Consolidation de la communauté locale et amélioration des partenariats.
- ✓ Amélioration de la culture numérique de la communauté rurale.
- ✓ Amélioration de l'image, de l'identité et de la vision stratégique des zones rurales.



COCOTTE NUMÉRIQUE — UN PÔLE NUMÉRIQUE RURAL QUI ENCOURAGE LE RETOUR DE LA MIGRATION À MURAT, EN FRANCE

Le pôle: en 2005, l'association des autorités locales de la région de Murat (sud du Massif central) a permis de mettre en place un pôle public de services dans la petite ville de Murat. Au départ, le pôle prévoyait la mise à disposition d'un accès à l'internet, une salle multimédia, un enseignement et des formations numériques ainsi que des outils de soutien à la prestation de services publics. Par la suite, après une consultation publique, des espaces dédiés au travail à distance et au travail partagé ont été développés, tout comme des formations, du coaching et des services supplémentaires de soutien aux entreprises, y compris un forum annuel sur le travail numérique.

Le pôle sert de lieu de rencontre et de centre de mise en réseau pour les autres activités telles qu'un club des créatrices d'entreprise, un café des traducteurs, et plus récemment la mise en place d'un «FabLab» qui sert de point central pour les entreprises et les entrepreneurs locaux. En 2015, le pôle et sa panoplie d'activités de soutien ont été rebaptisés «Cocotte numérique».

Encourager la migration interne: au départ, les utilisateurs provenaient tous de la région, mais l'initiative s'est développée à tel point qu'en 2009 déjà, 80 % des participants aux activités de formation au «travail numérique à distance» provenaient de l'extérieur de la région. Le potentiel de l'initiative a conduit à la création d'une «stratégie d'accueil» afin d'aider les entrepreneurs et leurs familles à déménager et à s'installer dans la région.

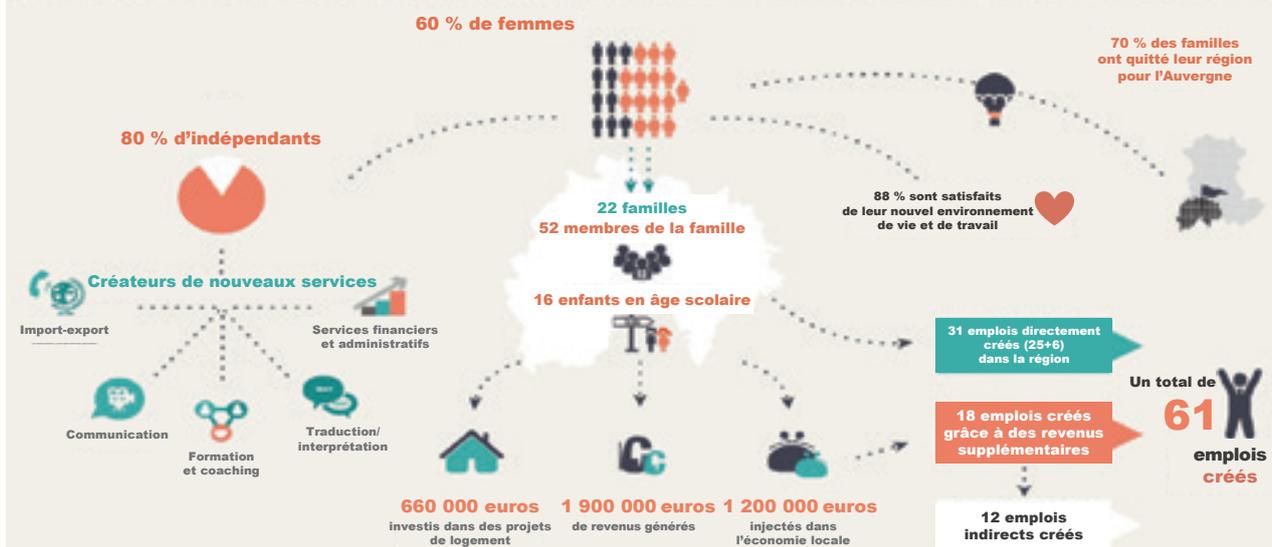
Un coordinateur à temps plein a été désigné afin de superviser les activités, notamment l'organisation de journées portes ouvertes afin d'aider les personnes à en savoir plus sur la région; il offre également une aide afin de trouver un logement, facilite les liens avec le réseau d'entrepreneurs numériques de la région et soutient le développement de projets et la recherche de financements.

Financement: le centre de service public de départ (en 2005) a nécessité un investissement de départ de 800 000 euros, qui a bénéficié à 80 % du soutien du Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et à 20 % d'un cofinancement local. Le Fonds européen de développement régional (FEDER) a participé à hauteur de 33 % à la construction des équipements de travail partagé d'une valeur de 160 000 euros. Les financements publics nationaux et régionaux ont permis d'assurer cet investissement, ainsi que l'équipement et les travaux récents nécessaires à la création du «FabLab» de la Cocotte numérique.

Rendement de l'investissement: l'infographie suivante a été créée à l'occasion d'une étude de 2014 afin de montrer les progrès accomplis entre 2008 et 2013. Des chiffres plus récents montrent que, d'ici à 2017, 43 entrepreneurs et leurs familles (soit un total de 88 personnes) seront devenus résidents permanents dans la région.

www.cocotte-numerique.fr

25 entrepreneurs numériques installés de manière permanente dans la région de Murat entre 2008 et 2013



ENSEIGNEMENTS PRATIQUES POUR LES PÔLES NUMÉRIQUES RURAUX

Si les pôles numériques ruraux peuvent s'avérer très avantageux, dans la pratique, ils doivent être soigneusement planifiés et adaptés à la situation locale pour pouvoir se muer en modèles de réussite.

Le défi majeur qui se pose pour tous les pôles numériques ruraux est que ceux-ci doivent être considérés et gérés comme des espaces humains, qui rendent possible et facilitent la collaboration à tous les niveaux entre individus et organisations.

Les pôles numériques ruraux nécessitent des locaux, des technologies de l'information et de la communication (TIC) ainsi qu'un accès rapide et fiable à l'internet. Par ailleurs, ils doivent aussi fournir un point d'accès aux réseaux locaux ainsi qu'à des réseaux plus vastes, lequel peut permettre aux communautés rurales de prendre conscience de leur potentiel latent et de le stimuler.

Quelques bureaux, ordinateurs, imprimantes et équipements de visioconférence dans des locaux isolés, inadéquats et sous-utilisés ne produisent pas la dynamique voulue. La mise à disposition d'infrastructures et d'outils numériques solides qui regroupent et mobilisent les ressources locales n'est pas non plus suffisante: le taux d'échec des pôles numériques ruraux est éloquent.

Le rôle du «médiateur» ne doit pas être sous-estimé, car il permet une interaction dynamique nécessaire à la création d'écosystèmes économiques, sociaux et numériques locaux et à la contribution à ceux-ci. Pour ce faire, le médiateur peut fournir des services de gestion et de coordination, ou encore accueillir et conseiller de nouveaux interlocuteurs numériques.

La portée, l'ampleur et les activités qu'implique un pôle numérique rural doivent être fermement ancrées dans la réalité locale et répondre aux besoins locaux. Dans les zones où le passage au numérique s'opère lentement, les activités du pôle doivent être pensées autour des installations et des réseaux existants et les intégrer.

Il a été démontré que la multifonctionnalité, c'est-à-dire la fourniture d'un large éventail de services à partir d'un même point, apporte une valeur ajoutée en générant, autour d'un pôle spécifique, de l'«énergie» nécessaire à la création d'une nouvelle communauté et de nouvelles opportunités commerciales.

Les coûts d'investissement initiaux peuvent être élevés et exigent souvent la mobilisation de multiples sources de financement. Par ailleurs, les pôles numériques ruraux, quelle que soit leur forme, doivent en général compléter tout service commercial au moyen d'une aide publique continue. Un investissement public stratégique et ciblé est capable de faire une différence significative en matière de soutien aux pôles numériques ruraux dans les zones locales.

Plus important encore, les pôles numériques ruraux peuvent évoluer au fil du temps afin de satisfaire la demande croissante et afin de s'adapter s'il s'avère que leur succès croît lui aussi. Cela peut permettre d'investir progressivement dans les pôles numériques ruraux afin d'améliorer leurs espaces physiques, de fournir des services supplémentaires et d'atteindre un public extérieur toujours plus large, en donnant envie à ce dernier de venir vivre et travailler dans les zones rurales d'Europe.

CRÉER UN PÔLE NUMÉRIQUE RURAL

Les **principales étapes** de la création d'un pôle numérique rural:

1. Satisfaire aux **conditions** nécessaires:

- bonne connexion à haut débit;
- installations adéquates;
- attrait du lieu et bonne position géographique;
- services locaux de qualité (éducation, santé, etc.).

2. Mobiliser un **initiateur** dévoué et la communauté locale:

- les parties prenantes publiques et privées locales peuvent toutes deux jouer un rôle déterminant. Un enseignement précieux concerne le fait qu'une ou plusieurs organisation(s) expérimentée(s) et dévouée(s) soutiennent toujours ces initiatives. Ces organisations sont souvent représentées par un conseil, un groupe de pilotage ou une association;
- la participation de la communauté dès le début du projet est essentielle à la réussite de celui-ci. Elle permet de garantir que les pôles ne sont pas de simples bâtiments vides connectés

et dotés d'installations, mais qu'ils constituent le cœur de la mobilisation de la communauté rurale.

3. Disposer des ressources **financières, techniques et humaines** nécessaires:

- investissement financier initial pour la préparation et l'adaptation des locaux, ainsi que pour l'achat et la mise en place d'installations, de matériel et d'équipements techniques (dans les trois exemples couverts par le travail du groupe thématique, il s'agissait d'investissements compris entre 470 000 et 1,7 million d'euros);
- ressources humaines: normalement un à deux employé(s) à temps plein [doté(s) de compétences managériales et/ou techniques] bénéficiant de conseils d'experts.

Source: étude de cas du point de contact du REDR sur les pôles numériques ruraux.



4. Accélérer le changement dans les entreprises rurales

© H-Farm

Il est nécessaire d'adopter des approches mieux pensées en matière de soutien aux entreprises afin d'aider les entreprises rurales à saisir les opportunités mentionnées dans les chapitres précédents. Cela exige de s'écarter des modèles qui se limitent à des interventions «ponctuelles» pour leur préférer des approches d'accompagnement des entrepreneurs tout au long d'un «plan de soutien» grâce à un écosystème de services de soutien.

Ces dernières années, un certain nombre de modèles ont fait leur apparition dans le secteur agroalimentaire. Ces modèles ont tendance à emprunter différents aspects de modèles d'accélérateur et d'incubateur utilisés dans les zones urbaines afin de fournir un environnement structuré dans lequel les participants sont guidés et encouragés à prendre le contrôle de leur propre créativité et de leur propre entreprise.

Les approches dont l'efficacité a été démontrée doivent être adaptées aux besoins spécifiques des entreprises et des entrepreneurs ruraux. Pour ce faire, il convient de s'appuyer sur une approche ascendante visant spécifiquement les participants potentiels et de souligner le besoin de flexibilité et de suivi. Les approches susmentionnées révèlent des aspects importants dont les programmes de développement rural doivent tenir compte lors de la planification et de la fourniture de soutien aux entreprises rurales.

UN SOUTIEN AUX ENTREPRISES PLUS INTELLIGENT

PROFITER DES OPPORTUNITÉS COMMERCIALES EN ADOPTANT UNE APPROCHE ASCENDANTE

ACCÉLÉRATEURS AGROALIMENTAIRES MODERNES

MODÈLES FLEXIBLES ADAPTÉS AU MILIEU RURAL

UN SOUTIEN AUX ENTREPRISES PLUS INTELLIGENT

Ces dernières années ont vu l'apparition d'approches plus intelligentes en matière de soutien aux entreprises. Leur objectif consiste à aider ces dernières à mieux se développer et évoluer. Elles visent à mettre en place un «écosystème» de soutien et à accompagner les entrepreneurs tout au long du processus de développement de leur entreprise.

Les modèles traditionnels de soutien aux entreprises se sont souvent concentrés sur des interventions ponctuelles au moyen d'appels spécifiques. Ce type d'intervention peut être un frein pour les entrepreneurs qui cherchent à trouver un soutien sur mesure et qui recevront généralement une réponse positive ou négative à leur demande, qui se fondera sur des critères d'éligibilité stricts. Le résultat est un modèle de soutien réticent à toute prise de risque qui s'appuie sur un principe de «tout ou rien» qui ne profite qu'à quelques chanceux et exclut de nombreuses idées commerciales innovantes qui pourraient être couronnées de succès.

Des méthodes plus intelligentes ont adopté des approches bien plus flexibles qui visent à accompagner les entrepreneurs tout au long de la série d'étapes qui mènent à la réussite de leur projet. Pour apprécier la valeur et les avantages qu'apportent ces nouveaux modèles, il faut se placer dans

deux perspectives: d'une part, celle de l'écosystème de soutien et, d'autre part, celle de l'entreprise individuelle. Celles-ci sont illustrées dans les deux graphiques de la page 27.

Aperçu du soutien aux entreprises rurales à travers la présente publication: un processus visant à aider les entreprises à évoluer et à innover afin de s'adapter aux nouveaux défis et de profiter de nouvelles opportunités.

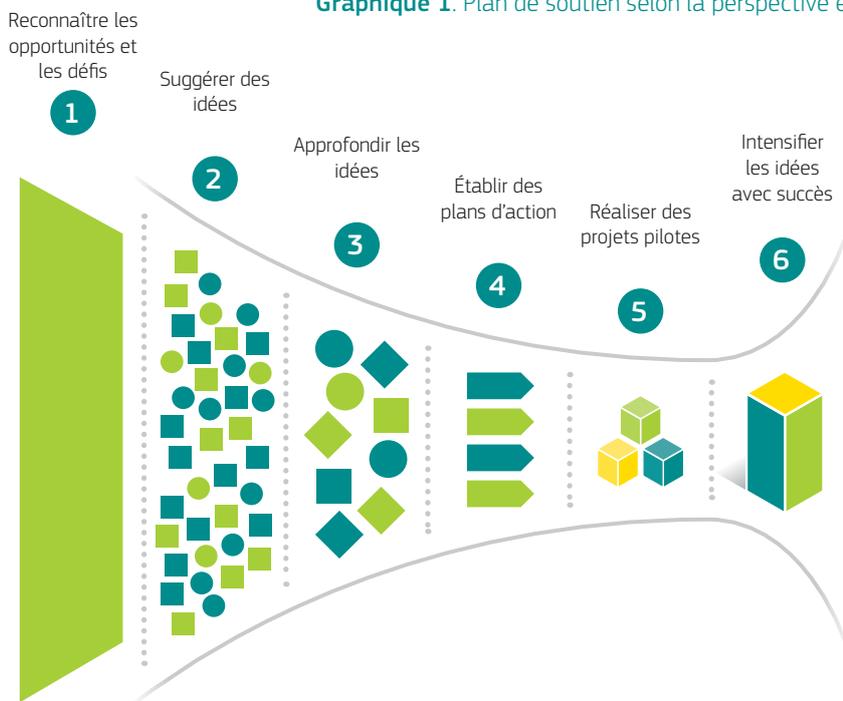
Ces approches s'appuient généralement sur un «écosystème de soutien» intégrant de nombreux éléments et pratiques tels que l'apprentissage par les pairs, le partage d'espaces de travail, l'accompagnement, l'encadrement, la formation, les incubateurs, les accélérateurs, les financements pour l'investissement et le partage d'équipements techniques.

	Soutien traditionnel aux entreprises	Soutien aux entreprises plus intelligent
Cible	Entrepreneurs et projets individuels	Cohortes ou groupes d'entrepreneurs
Types d'entreprises	Les appels se concentrent sur des secteurs importants ou «sensibles» identifiés par des experts commerciaux, par exemple l'agriculture, le tourisme, le slow food, etc. Les types d'entreprises et leur taille ainsi que la couverture géographique sont souvent prédéfinis.	Encourage la créativité et l'évolution au moyen d'une approche ascendante. Exige une profonde connaissance et compréhension des réalités et des contraintes du terrain. Ouvert à des combinaisons inhabituelles, par exemple les chaînes de valeur sur plusieurs secteurs.
Rythme	Activités ponctuelles à date fixe.	Approche par étapes, soutien adapté au fil du temps. Peut inclure des éléments ciblés à court terme (par exemple, des accélérateurs) avec un suivi au fil du temps des résultats et des besoins en cours.
Types de soutien et méthode	Fondé sur l'offre et l'expertise. Moins de flexibilité dans les formations, souvent fournies sous la forme de cours et de modules ordinaires et indépendants.	Flexible et fondé sur les besoins des entreprises. Intégré: fournit un ensemble d'outils de soutien, allant des idées commerciales à la détermination des financements. Accent mis sur l'apprentissage par les pairs, la mise en réseau et la coproduction.
Types de financement	Fondé sur les subventions et basé sur un programme. Risques de surinvestissement (obligation de s'en tenir à la planification initiale des projets) ou, dans certains cas, de sous-investissement (si les opportunités dépassent les attentes).	Combinaison d'investissements publics, privés et sociaux. Capital d'amorçage pour des projets pilotes à petite échelle et prise en charge des frais de fonctionnement initiaux, subventions flexibles, microcrédits, etc. Financement communautaire: financement social, financement participatif, etc.
Approche adoptée vis-à-vis du risque	Subventions basées sur le principe du «tout ou rien» et soumises à des conditions d'éligibilité et des critères de sélection prédéfinis. Des contrôles peuvent aboutir à des sanctions si les conditions ne sont pas respectées ultérieurement.	Approche basée sur l'apprentissage par la pratique. L'échec est intégré dans le système et les participants apprennent de leurs erreurs. L'approche par étapes permet la réalisation de projets pilotes.

Six étapes du développement d'entreprises:

1. **Reconnaître les opportunités et les défis** — les idées commerciales devraient s'appuyer sur la reconnaissance efficace des besoins et des opportunités du secteur.
2. **Suggérer des idées** — le soutien aux entreprises peut constituer une source d'inspiration précieuse afin d'aider les entreprises à faire naître de nouvelles idées.
3. **Approfondir les idées** — une idée initiale doit généralement être affinée pour s'adapter et répondre aux critiques constructives dont elle fait l'objet ainsi qu'aux défis qui se posent.
4. **Établir des plans d'action** — une fois développée, une idée doit être transformée en plan d'action pratique, détaillé et pleinement développé.
5. **Tester à petite échelle** — avant de procéder à des investissements de trop grande ampleur, il convient de tester une idée à petite échelle pour s'assurer qu'elle fonctionne en pratique et pour étudier le marché.
6. **Intensifier les idées avec succès** — une fois que la pertinence économique à petite échelle a été démontrée, une entreprise peut investir avec plus d'assurance (et attirer des investissements) pour transposer l'idée à plus grande échelle.

Graphique 1. Plan de soutien selon la perspective écosystémique



L'«écosystème» d'outils et de fournisseurs de soutien vise à contribuer à la création d'une culture de changement et d'innovation dans les entreprises en encourageant l'approfondissement de nouvelles idées et en permettant aux personnes motivées et qui en détiennent le potentiel de franchir les étapes nécessaires au développement. Il n'est pas nécessaire de décider à l'avance quelles idées fonctionneront; le système intègre, et ce n'est pas un signe d'échec, la notion que le nombre d'idées commerciales se réduira progressivement d'une étape de développement à une autre.

Du point de vue individuel, l'aspect le plus important est que les bénéficiaires soient soutenus tout au long de leur parcours professionnel. Ils ne sont pas laissés à eux-mêmes pour lutter chacun de leur côté dans le but de réussir à apporter un nouveau produit ou une nouvelle idée sur le marché. Au contraire, ils reçoivent un plan de soutien, allant de la pensée créative sur les défis et les opportunités éventuels dans leur secteur jusqu'à la mise en œuvre d'une proposition commerciale réussie; l'entrepreneur peut donc toujours compter sur le soutien et les conseils de quelqu'un.

Graphique 2. Plan de soutien selon la perspective d'une entreprise individuelle



PROFITER DES OPPORTUNITÉS COMMERCIALES EN ADOPTANT UNE APPROCHE ASCENDANTE

Le point de départ du plan de soutien aux entreprises consiste à travailler en collaboration avec les entreprises locales et les entrepreneurs (potentiels) pour comprendre leurs véritables enjeux et contraintes et encourager les idées sur le terrain.

Le soutien qui leur est apporté doit s'appuyer sur les besoins réels des entreprises locales plutôt que sur les dernières tendances en matière de soutien aux entreprises. Pour ce faire, il faut écouter attentivement les acteurs locaux et travailler patiemment en collaboration avec eux afin de comprendre leur situation et de déterminer quelles opportunités s'offrent à eux.

Certains des modèles les plus intéressants et affichant les meilleures réussites en matière de fourniture d'un soutien fondé sur les besoins s'appuient d'abord sur l'apprentissage et l'inspiration par les pairs. Les entreprises et les entrepreneurs rassemblés en groupes, au sein desquels ils se motivent et s'inspirent mutuellement, apprennent les uns des autres, tirent des leçons des erreurs commises pour ne pas les reproduire et saisissent parfois même ensemble les opportunités qui se présentent à eux.

Deux principes clés entrent en jeu ici : d'une part, les chances de disposer d'une ou deux entreprises viables et prospères sont supérieures si les idées de départ sont nombreuses ; d'autre part, la fertilisation croisée d'idées plus modestes peut voir naître de nouvelles idées de manière inattendue. Le travail de groupe, le partage et le dialogue rendent l'apparition de tels avantages plus probable.

Autre principe clé : le soutien apporté aux entreprises doit satisfaire les besoins réels et ne pas préjuger de ceux-ci ni les anticiper. Une fois les idées développées, les entrepreneurs peuvent être guidés vers le soutien spécifique qui s'applique à leur situation particulière. Même si certains éléments de travail de groupe et de partage peuvent subsister, un soutien individualisé aux entreprises sera nécessaire dans de nombreux aspects.

En matière de soutien pratique, les besoins peuvent concerner des bureaux et des équipements techniques ou encore

l'élaboration de plans d'entreprises et la gestion financière. Pour réussir, il peut s'avérer utile que le soutien disponible puisse être fourni par un large réseau d'organisations et de structures.

Cet écosystème de soutien peut comprendre des universités et des organismes de recherche, des services de

conseil, des organismes de financement et des entreprises existantes. Les programmes de soutien aux entreprises ne doivent pas nécessairement fournir toutes les réponses «en interne». Leur rôle peut être d'orienter les entreprises vers le soutien «externe» dont elles ont besoin et de permettre le premier contact avec celui-ci.



© Kelly McIntyre, Union européenne, 2016

«GROWBIZ» — APPRENTISSAGE PAR LES PAIRS ENCOURAGÉ PAR LEADER (PERTSHIRE, ÉCOSSE, ROYAUME-UNI)

GrowBiz a été créé en 2007 afin de soutenir les entreprises du Perthshire rural. Au départ, l'objectif était de fournir un soutien au cas par cas. Cependant, grâce au soutien du programme Leader (liaison entre actions de développement de l'économie rurale), l'accent a depuis été mis sur le soutien par les pairs et sur des méthodes plus axées sur la mise en réseau.

GrowBiz offre maintenant une gamme de services d'accompagnement, de conseils, d'encadrement et de groupe de pairs destinés aux entreprises. Ces services s'adressent à quiconque veut créer ou développer une entreprise, une entreprise sociale ou devenir travailleur indépendant dans le Perthshire rural. Ses initiatives comprennent «GrowBiz Xchange» et «Women's Enterprise Network».

En réponse aux exigences de Leader relatives à l'attribution de 10 % du budget 2014-2020 destiné aux groupes d'action locale (GAL) au soutien aux entreprises, le modèle GrowBiz est repris par toujours plus de groupes d'action locale de Leader en Écosse, qui y voient un moyen évident de tenir leurs engagements en matière de soutien aux entreprises.

Budget total: 627 050 euros.

Contribution Feader (à travers le programme Leader 2007-2013): 166 360 euros.

www.growbiz.co.uk

Une approche courante consiste à engager des entrepreneurs expérimentés pour accompagner ou encadrer individuellement les start-up. Ces conseillers peuvent provenir de la même industrie que les start-up concernées, mais il n'est pas nécessaire que cela soit le cas. En effet, les compétences essentielles à l'innovation vont généralement au-delà des industries spécifiques et peuvent s'appliquer de manière plus générale.

Les modèles de soutien peuvent également permettre la mise en place de services partagés. Par exemple, la fourniture d'un accès à des conseils juridiques peut faciliter la vie des start-up qui, autrement, ne sauraient pas où trouver ce genre d'expertise ou n'auraient pas les moyens nécessaires pour en bénéficier.

Le partage des espaces de bureau, lequel constitue une caractéristique commune aux centres numériques ruraux (voir l'article précédent), peut être doublement

avantageux. En effet, il permet l'accès à un espace de travail professionnel à prix acceptable et rend possibles la réalisation de nouvelles rencontres et la stimulation de l'échange de connaissances et de nouvelles opportunités de collaboration.

Partager l'accès à du matériel technique peut être déterminant pour permettre aux entrepreneurs de mettre au point et de tester des prototypes techniquement avancés au cours de la phase pilote, ce qu'ils pourraient ne pas être en mesure de faire par eux-mêmes.

ACCÉLÉRATEURS AGROALIMENTAIRES MODERNES

De plus en plus d'accélérateurs d'entreprises axés sur le secteur agroalimentaire sont apparus au cours des dernières années.

Les accélérateurs et les incubateurs d'entreprises sont deux types de modèles de soutien aux entreprises qui ont connu une notoriété grandissante au cours des vingt dernières années. Ces outils sont très différents l'un de l'autre en termes de méthodes utilisées, de groupes cibles et de délais (voir tableau, à droite).

Ces modèles ont généralement été élaborés dans les zones urbaines. Toutefois, le groupe thématique du REDR sur les zones rurales intelligentes et compétitives a cherché et partagé des

Incubateurs/accélérateurs	
Incubateur type	Accélérateur type
Souscription libre	Sélection des participants à l'entrée
Principalement des start-up	Large éventail d'entreprises
Participation à plus long terme (1 an et plus)	Approche «cocotte-minute» à court terme
Fournit principalement des espaces, des installations et des services de conseil partagés	Vise souvent à élaborer une présentation afin de collecter un capital d'amorçage

exemples issus du milieu rural. Ils ont identifié un certain nombre d'accélérateurs d'entreprises axés sur les secteurs agrotechnique et agroalimentaire.

Les programmes accélérateurs fournissent généralement un environnement structuré dans lequel les participants sont guidés et encouragés à prendre le contrôle de leur

propre créativité et entreprise. Ils visent à montrer aux participants comment surmonter les obstacles auxquels ils font face et trouver de nouvelles façons d'atteindre leurs objectifs (par l'échange de solutions technologiques, de renseignements commerciaux, etc.).

EXEMPLES D'ACCÉLÉRATEURS ALIMENTAIRES ET AGROALIMENTAIRES EN EUROPE

Nom	Site web	Lieu	Affiliation
33 Entrepreneurs	www.33entrepreneurs.fr	Bordeaux, mais de portée mondiale	Indépendant, Metro, Accor, Elior
Agri Nest	www.agri-nest.com	San Francisco	Gouvernement français + Crédit Agricole
Agro Innovation Lab	www.agroinnovationlab.com	Vienne	Groupe RWA + Raiffeisen Lagerhaus Cooperatives
Amius Startup Program	www.amius.com/start-up	Londres	Amius commodity broker
DigEatAll	http://digeatall.com	San Sebastián	Indépendant, nombreux partenariats
H-FARM Food Accelerator	www.h-farm.com	Trévise	Cisco
Just Eat Accelerator	www.f6s.com/justeatfoodtechaccelerator	Londres	Indépendant
Pearse Lyons Accelerator	http://go.alltech.com/accelerator	Dublin	Alltech
Prometheus	www.reimagine-food.com/prometheus	Barcelone	Indépendant, Singularity University
Start-up bootcamp accelerator	www.startupbootcamp.org/accelerator	Initialement à Copenhague, maintenant également à Rome et Eindhoven	Indépendant
Terra Accelerator	www.terraaccelerator.com	San Francisco, mais arrive en Europe	Rabobank et RocketSpace
Accelerise par Vitagora	http://accelerise.vitagora.com/fr/accueil	Dijon	Pôle de compétitivité du gouvernement français

Source: groupe thématique du REDR sur les entreprises rurales intelligentes et compétitives.

Ces initiatives de type accélérateur sont des adaptations locales du modèle universel; par conséquent, elles ne présentent pas nécessairement toutes les mêmes caractéristiques. Toutefois, l'approche est semblable: un ensemble intégré d'activités et de services est mis à la disposition des agriculteurs et des entrepreneurs ruraux afin de soutenir et d'accélérer leur innovation. Différentes composantes sont mobilisées de manière flexible et conçues pour avoir le maximum d'effets au niveau local ou régional.

Certains de ces accélérateurs s'avèrent relativement spécialisés et se concentrent sur des domaines d'opportunités ciblés du développement de nouvelles solutions interentreprises ou entreprise-consommateur. En voici quelques exemples: «Agro Innovation Lab» (technologies agroalimentaires et agriculture intelligente), «H-Farm» (logistique du frais décentralisée), «DigEatAll» (développement de produits) et «Terra» (emballage de vente).

Cependant, d'autres accélérateurs adoptent une approche plus intégrée et soutiennent toute partie ou coalition de parties souhaitant opérer une transformation dans le système alimentaire («Just Eat», par exemple).

Les accélérateurs agroalimentaires existants sont affiliés à différents organismes. Certains (comme «33 Entrepreneurs») sont liés à des villes ou à des régions, d'autres (comme «Amius» et «H-Farm») à des sociétés. Ils sont souvent intégrés dans un réseau plus large d'organisations, comprenant notamment des agences de développement régional, des sociétés, des universités, des fonds de capital-risque et des fournisseurs de services.

L'un des avantages que présentent ces accélérateurs réside dans le fait qu'ils offrent souvent des tranches de financement flexibles. Ils commencent avec des capitaux d'amorçage destinés au développement des idées commerciales et des projets pilotes initiaux et finissent avec une offre à un investisseur en capital-risque. Cela contraste avec les systèmes traditionnels de subventions basés sur des appels ponctuels

présentant des conditions d'éligibilité prédéfinies, des contrôles stricts et des procédures de demande souvent lourdes.

Ce type de capital-risque est une nouvelle source de financement intéressante pour l'innovation en matière d'agriculture et de sylviculture. Toutefois, il présente également certains inconvénients. Les investisseurs en capital-risque sont à la recherche d'idées qui peuvent être étendues, mais qui sont difficiles à imiter. De cette façon, ils pourront bénéficier au maximum des bénéfices en résultant. Le développement rural peut davantage bénéficier d'innovations qui peuvent être diffusées et étendues, car celles-ci promettent davantage de bénéfices.

Une critique qui peut être émise à l'égard des programmes purement accélérateurs est qu'ils ont tendance à n'accepter que des personnes déjà très motivées et innovantes. Du point de vue des

investisseurs en capital-risque désireux de tirer le maximum de bénéfices de l'argent qu'ils investissent, cette approche est tout à fait compréhensible. Cependant, les détracteurs de cette approche soutiennent qu'elle n'incite pas ceux qui sont habituellement à la traîne à devenir plus entreprenants et proactifs.

Une autre critique qui peut être émise à l'encontre de certains programmes dits «accélérateurs» est que leur soutien ne dure que le temps de l'intense stimulation initiale. Des plans ambitieux seraient donc élaborés et présentés avec beaucoup d'enthousiasme, mais une fois clôturée la présentation ou démonstration finale, le soutien peut disparaître. L'entrepreneur peut donc rencontrer des difficultés pour maintenir le rythme de la trajectoire d'évolution prévue.



«AGRIENT» — ACCÉLÉRATION D'ENTREPRISES AGRICOLES EN GRÈCE

«AgriEntrepreneurship» (ou «AgriEnt») est un partenariat à but non lucratif qui a organisé le premier processus d'accélération d'entreprises agricoles en Grèce.

L'objectif premier de ce programme était de renforcer les capacités et les compétences des jeunes entrepreneurs et des start-up agroalimentaires qui contribuent au développement rural. Il ciblait tout particulièrement les idées commerciales les plus prometteuses et innovantes, y compris celles qui concernaient les nouvelles méthodes d'agriculture et de transformation, les technologies agroalimentaires et l'agriculture de précision.

Le programme proposait une formation aux compétences en gestion d'entreprise, associée à des outils visant à aider les bénéficiaires à accélérer le développement de leur(s) produit(s) et à arriver sur le marché.

Dans la pratique, douze équipes ont participé au premier cycle d'accélération. Parmi celles-ci, cinq ont pu passer à la deuxième phase de formation intensive et en ateliers. Parmi les méthodes utilisées pour soutenir les équipes, figurent l'apprentissage par les pairs, avec un encadrement et un accompagnement, ainsi que la facilitation de la prise de contact avec les réseaux et les fournisseurs de financements.

Au-delà de ces caractéristiques et tendances générales, il s'est avéré difficile jusqu'à présent d'évaluer la performance et de déterminer la réussite de telles initiatives. Cela s'explique par le fait que ces initiatives sont encore relativement jeunes; la plupart ont vu le jour il y a seulement deux ou trois ans. Il est donc extrêmement intéressant et important de suivre leurs progrès et leurs réussites au fil du temps.



© Municipalité de Rotterdam

L'APPROCHE DE MASTERCLASS, UNIVERSITÉ DE WAGENINGEN, PAYS-BAS

L'approche «accélérateur» adoptée par Masterclass vise à promouvoir de nouveaux modèles économiques agricoles fondés sur l'établissement de relations entre le milieu rural et le milieu urbain — par exemple, des circuits courts d'approvisionnement alimentaire et des activités récréatives réalisées sur les exploitations agricoles. Elle est gérée par un partenariat entre deux organisations, à savoir l'institut Wageningen Economic Research (WEcR) (Université de Wageningen) et le «pôle agroalimentaire» de la municipalité de Rotterdam.

Alors que le pôle agroalimentaire se charge de toutes les tâches organisationnelles, logistiques et financières, l'équipe de l'institut WEcR chargée de l'innovation et de la gestion des risques et des informations supervise le contenu de Masterclass et s'occupe de tous les services de soutien à l'accélération.

Masterclass comprend une série d'ateliers. Chacun de ces ateliers vise à atteindre un objectif précis et représente une étape du développement d'une nouvelle idée commerciale axée sur de nouveaux concepts, produits et/ou marchés. Voici quelques-uns des sujets traités: comprendre les besoins des participants et partager avec eux les modèles économiques actuels; trouver l'inspiration; élaborer un plan; tirer des enseignements; préparer une présentation et présenter l'idée commerciale à un jury constitué d'experts et de financiers.

Les ateliers encouragent autant que possible le soutien des pairs. Les activités fondamentales s'accompagnent d'activités supplémentaires, telles que les visites d'étude et la possibilité d'obtenir des conseils d'experts. Il est prévu que d'anciens participants soient invités à des cycles de Masterclass futurs afin d'encadrer les participants de l'année en cours.

MODÈLES FLEXIBLES ADAPTÉS AU MILIEU RURAL

Le soutien aux entreprises rurales ne doit pas se contenter d'adopter les approches plus flexibles décrites ci-dessus, il doit également les adapter à la réalité rurale.

Les éléments qui constituent une bonne planification et un bon développement d'entreprise sont identiques dans les zones urbaines et rurales, et les composantes à succès des modèles d'incubateur et d'accélérateur peuvent orienter et inspirer la pratique dans les entreprises rurales. Néanmoins, la simple reproduction dans les zones rurales de modèles urbains ayant été couronnés de succès ne suffira pas.

Fournir un soutien adapté aux entreprises rurales implique de s'adapter aux opportunités et défis spécifiques auxquels ces entreprises sont confrontées et de surmonter certaines des difficultés pratiques supplémentaires qui peuvent

survenir en milieu rural. Comprendre les besoins des entreprises rurales constitue le point de départ de la fourniture d'un soutien aux entreprises dans les zones rurales. Pour ce faire, il suffit de rester proche de ces entreprises et de prêter une oreille attentive aux défis auxquels elles font face et à leurs idées.

À cet égard, le rôle des conseillers agricoles peut s'avérer déterminant. Leader s'est longtemps révélé être un outil efficace pour promouvoir la sensibilisation, la mise en réseau et le soutien des pairs dans les zones rurales (voir l'article suivant). Ceci est au cœur de la méthode «GrowBiz» adoptée en Écosse (voir page 28).

Dans les zones rurales, il faut en général se montrer plus proactif dans la recherche de participants et mener à bien une action de sensibilisation préliminaire. Il faudra peut-être aussi tenir davantage compte d'autres aspects pratiques, comme le choix d'un lieu de rencontre adéquat et bien équipé, ainsi que de la fréquence des déplacements envisageable pour les participants.

Le soutien des pairs peut s'avérer plus important que jamais dans les zones rurales. Par exemple, il a été constaté que de nombreux agriculteurs prennent les innovations plus au sérieux si celles-ci ont déjà été adoptées par leurs pairs, plutôt que d'avoir été recommandées par des

experts ou utilisées par les agriculteurs les plus expérimentés en Europe.

Dans le même temps, un élément à prendre en compte en ce qui concerne les approches dites accélératrices dans les zones rurales est la similitude ou la diversité des parties à inviter et à accepter au sein du programme. Les participants devraient être assez semblables pour pouvoir apprendre les uns des autres (par exemple, tous doivent s'intéresser à des circuits alimentaires courts) tout en étant suffisamment diversifiés pour ne pas entrer en concurrence directe les uns avec les autres (par exemple, ils souhaitent mettre en place des circuits alimentaires courts pour les légumes, les produits laitiers ou le bétail).

L'exemple belge de l'«Academy on Tour» (voir encadré ci-dessous) montre une approche particulièrement créative pour relever certains des défis qui se posent en milieu rural.

Les participants sont réunis à bord d'un autocar exécutif, qui constitue non seulement un lieu de réunion et un espace de mise en réseau adéquat, mais leur permet en outre de réaliser des visites d'étude au cours d'une journée qui, bien qu'intensive, s'avérera être une véritable source d'inspiration.



© Innovatiesteunpunt

«ACADEMY ON TOUR», FLANDRE, BELGIQUE

L'initiative «Academy on Tour» a été mise au point afin d'aider les entrepreneurs agroalimentaires (potentiels) à transformer leurs idées commerciales en projets concrets et à les mettre en œuvre. Il s'agit d'un voyage d'une journée à l'étranger à bord d'un autocar exécutif disposant d'installations propices au travail.

Les participants ont bénéficié de présentations réalisées par des experts, de séances de conseils individuels, d'un soutien de la part de leurs pairs et de visites de cas constituant une source d'inspiration. Le premier voyage a bénéficié d'un soutien du Feader et a eu pour destination le Royaume-Uni, où les participants ont visité des supermarchés et des exploitations agricoles tenues par des entrepreneurs, afin de s'en inspirer en termes de développement de produits, d'emballage et de stratégie de marque.

Résultats

- Vingt-quatre entrepreneurs agricoles ont pu profiter gratuitement d'une journée entière de visite qui pourra leur servir de source d'inspiration, de conseils et de soutien de la part de leurs pairs. Chacun de ces entrepreneurs a élaboré son propre produit ou plan d'action.
- Un participant a déjà présenté trois nouveaux produits basés sur une idée qu'il a développée au cours de ce voyage en autocar.
- Les participants ont déclaré à l'unanimité qu'il s'agissait du meilleur outil de soutien qu'ils avaient eu l'occasion de tester.
- Le promoteur du projet Innovatiesteunpunt (le Centre d'innovation pour le développement agricole et rural) vise clairement à apporter son soutien et ses conseils aux participants à partir des plans élaborés au cours du voyage.
- D'autres voyages, portant sur d'autres thèmes, ont été organisés aux Pays-Bas et en France.

Coût total d'un voyage: 15 000 euros.

Participation du Feader: 7 500 euros (Leader, M19).

www.innovatiesteunpunt.be



5. Les possibilités offertes par les programmes de développement rural

© Abraham Caro Marin, Union européenne, 2015

Les programmes de développement rural (PDR) mettent à disposition une batterie d'outils (mesures) permettant de soutenir le développement d'entreprises rurales et le changement dans celles-ci. Le défi consiste à les utiliser de manière à répondre aux besoins des entreprises appartenant à des lieux et à des secteurs divers, et qui sont à différents stades de leur développement.

Les bonnes approches sont celles qui utilisent efficacement les mesures appropriées de manière complémentaire pour répondre aux différents besoins tout au long du plan de soutien, à la fois en termes de soutien «flexible» axé autour des connaissances, des compétences et de la collaboration, ainsi qu'en proposant des formes flexibles de financement. Elles exigent également de recourir aux PDR de façon coordonnée dans le cadre d'un écosystème de soutien aux entreprises rurales plus vaste.

Dans ce dernier article de la *Revue rurale de l'UE*, nous donnons quelques exemples de la manière dont cela est réalisé dans la pratique. Les informations fournies s'appuient largement sur trois exemples de PDR qui ont été étudiés en détail: la Finlande (continentale), le Pays basque (Espagne) et l'Écosse (Royaume-Uni).

LA BOÎTE À OUTILS DES PDR

LE RECOURS AUX PDR DANS LE CADRE D'UN «ÉCOSYSTÈME» DE SOUTIEN AUX ENTREPRISES RURALES

OUTILS DES PDR POUR LES PLANS DE SOUTIEN AUX ENTREPRISES

FOURNIR UN FINANCEMENT SOUPLE GRÂCE AUX PDR

LA BOÎTE À OUTILS DES PDR

Les programmes de développement rural (PDR) proposent une gamme d'outils (mesures) permettant de soutenir le changement et le développement d'entreprises rurales.

Les programmes de développement rural (PDR) proposent une gamme d'outils (mesures) permettant de soutenir le développement d'entreprises rurales et le changement dans celles-ci. Du financement d'investissements spécifiques au développement de compétences et de capacités pour des méthodes de travail particulières, les exploitations agricoles et les autres formes d'entreprises rurales disposent de différentes mesures de soutien en faveur de leurs activités.

Toutefois, le groupe thématique du REDR sur les entreprises intelligentes a conseillé de ne s'intéresser de plus près qu'aux mesures pouvant être particulièrement axées sur la création du type d'écosystème de soutien aux entreprises dont il est question dans cette édition de la *Revue rurale de l'UE*.

Il a été estimé que les mesures les plus pertinentes à déterminer sont celles visant à :

1. soutenir la gamme d'entreprises rurales la plus large;

2. encourager le «changement pour les entreprises» ainsi que la création et l'établissement de nouvelles entreprises;

3. être utilisées pour soutenir les entreprises à différentes étapes de leur développement, depuis les idées initiales jusqu'à l'expansion.

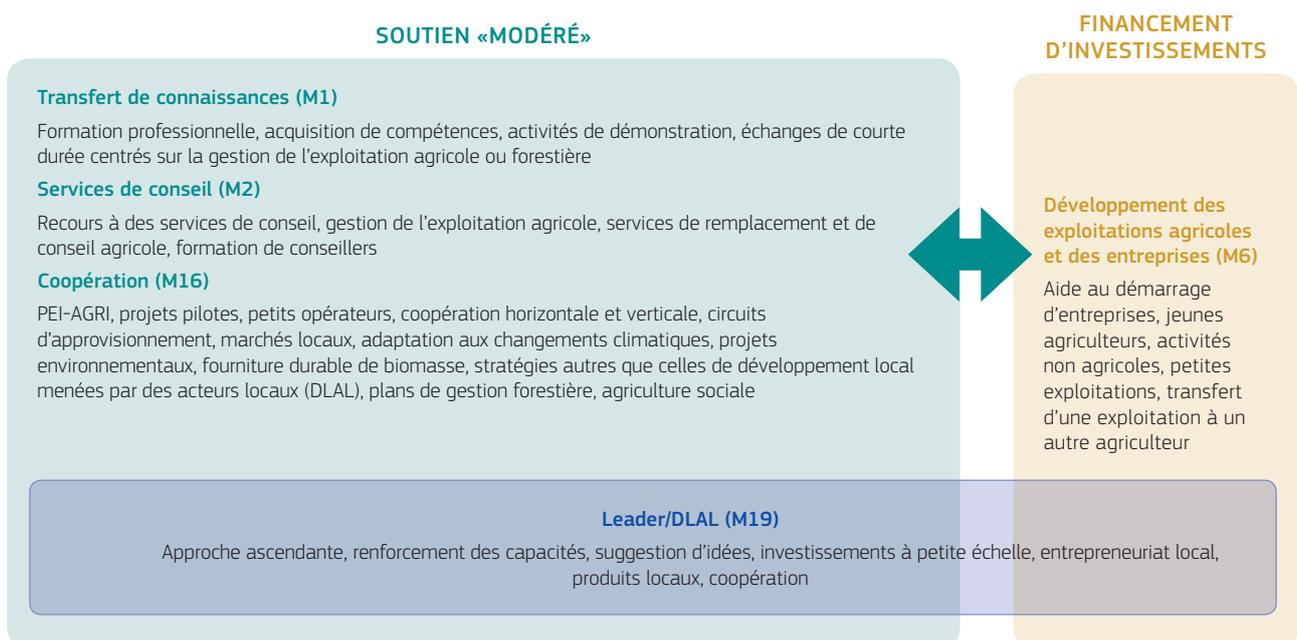
Les travaux du groupe — corroborés par une analyse préliminaire des mesures des PDR réalisée par le point de contact du REDR — ont déterminé les cinq mesures qui devraient contribuer le plus à la revitalisation des zones rurales grâce à leur potentiel commercial: le transfert de connaissances (M1), les services de conseil (M2), le développement des exploitations agricoles et des entreprises (M6), la coopération (M16) et les mesures de Leader/du développement local menées par des acteurs locaux DLAL (M19).

Ces cinq mesures peuvent être considérées comme une boîte à outils constituée d'instruments de soutien «intenses» et «modérés». Le soutien «intense»

est fourni au moyen du financement d'investissements par l'intermédiaire de mesures de développement des exploitations agricoles et des entreprises (M6) et de mesures de Leader (M19). Le soutien «modéré» est fourni au moyen du transfert de connaissances (M1), de services de conseil (M2), de coopération (M16) et de mesures de Leader (19). Leader est donc une mesure transversale qui est susceptible de contribuer localement à toutes les étapes du plan de développement des entreprises.

Cet article s'intéressera à la façon dont ces mesures peuvent être planifiées de la manière la plus efficace et créative possible afin de soutenir les entreprises rurales. Il reflète largement les conclusions des études de cas portant sur cinq PDR [Slovénie, Portugal continental, Finlande continentale, Pays basque (Espagne), Écosse (Royaume-Uni)] et réalisées par le groupe thématique du REDR sur la base d'un recensement d'exemples intéressants.

Graphique 1. La boîte à outils des mesures de soutien aux entreprises des PDR



LES BUDGETS DES PDR LES PLUS PERTINENTS POUR LE CHANGEMENT DANS LES ENTREPRISES RURALES

Parmi les dix-huit domaines prioritaires d'intervention auxquels les mesures des PDR peuvent contribuer, six sont considérés comme particulièrement liés au soutien aux entreprises rurales:

- **2A** Améliorer les résultats économiques de toutes les exploitations agricoles et faciliter la restructuration et la modernisation des exploitations agricoles
- **2B** Faciliter l'entrée d'exploitants agricoles suffisamment qualifiés dans le secteur de l'agriculture
- **3A** Améliorer la compétitivité des producteurs primaires en les intégrant mieux dans la chaîne agroalimentaire
- **6A** Faciliter la diversification ainsi que la création d'emplois
- **6B** Promouvoir le développement local
- **6C** Améliorer l'accessibilité et la qualité des technologies de l'information et de la communication (TIC)

Le total des crédits budgétaires affectés (tous PDR confondus) aux mesures sélectionnées pour examen par le groupe thématique au titre des six domaines prioritaires d'intervention susmentionnés donne une idée de la portée de leur utilisation pour soutenir le changement dans les entreprises rurales. Le montant en question serait d'environ 24 milliards d'euros, soit 15,5 % des dépenses publiques globales prévues pour les PDR. Le graphique suivant montre que le développement des exploitations agricoles et des entreprises (M6) et les mesures de Leader (M19) apparaissent comme les mesures les plus importantes pour soutenir le changement et l'innovation dans les entreprises rurales.

Graphique 2. Dépenses publiques globales consacrées aux mesures sélectionnées au titre des domaines prioritaires d'intervention 2A, 2B, 3A, 6A, 6B et 6C (en millions d'euros)



Selon les données relatives aux PDR disponibles en octobre 2016

LE RECOURS AUX PDR DANS LE CADRE D'UN «ÉCOSYSTÈME» DE SOUTIEN AUX ENTREPRISES RURALES

Les PDR peuvent être utilisés pour compléter et renforcer d'autres programmes et initiatives disponibles afin de cibler et d'atteindre spécifiquement les entreprises rurales.

Les PDR sont l'un des outils disponibles pour soutenir le développement des entreprises dans les zones rurales d'Europe. D'autres initiatives européennes, d'autres Fonds structurels et d'investissement de l'UE, notamment le Fonds européen de développement régional (FEDER) et le Fonds social européen (FSE), ainsi que différents programmes nationaux et régionaux offrent également un soutien qui pourrait être pertinent pour les entreprises rurales.

Cependant, dans la pratique, nombre de ces programmes n'atteignent pas effectivement les entreprises rurales.

Étant donné la tendance à cibler les endroits où ils peuvent atteindre le plus grand nombre de personnes et certains des défis pratiques qui empêchent d'atteindre les petites entreprises et les entrepreneurs ruraux, de nombreux services ciblent les grandes entreprises urbaines qui connaissent une croissance plus rapide.

Dès lors, bien que la plupart de ces services soient en théorie accessibles à tous, dans la pratique, les entreprises rurales sont rarement en mesure de tirer parti des opportunités et du soutien que ceux-ci pourraient leur apporter.

Le potentiel unique des programmes de développement rural réside dans le fait qu'ils sont capables de surmonter ces défis et d'atteindre les entreprises rurales, et ce non seulement dans les secteurs agricole et agroalimentaire, mais également dans l'ensemble des domaines de potentiel commercial déterminés dans l'article d'introduction.

Le principal enjeu de la politique de développement rural est donc de recenser efficacement les lacunes potentielles dans l'écosystème de soutien global qui pourraient réduire la force du soutien disponible. S'il existe un financement,



UN ÉCOSYSTÈME DE SOUTIEN AUX ENTREPRISES RURALES EN FINLANDE

Au **niveau national**, plusieurs organismes privés ou publics fournissent leur soutien à l'innovation commerciale. Parmi les plus importants, on trouve :

- **Finnvera**, une agence publique de crédit aux entreprises visant à faciliter l'accès au crédit pour les entreprises rurales. Finnvera a des bureaux régionaux et effectue des visites dans les zones rurales à l'invitation d'entreprises implantées dans ces zones (www.finnvera.fi).
- **Tekes** est l'agence finlandaise de financement pour la technologie et l'innovation. Elle fournit un soutien au développement technologique d'entreprises innovantes. Seule une partie infime du financement de Tekes soutient les entreprises rurales, mais l'agence a récemment testé des mécanismes de financement innovants qui peuvent être très utiles aux entreprises rurales. Par exemple, le système des «chèques-innovation» qui peut être utilisé par les PME pour l'achat de services de développement d'innovations (www.tekes.fi).

Au **niveau régional**, les centres ELY (centres pour le développement économique, les transports et l'environnement) sont les institutions publiques responsables de la mise en œuvre des PDR et d'autres programmes de soutien aux entreprises.

- On trouve **des centres ELY** dans quinze régions finlandaises. Ils sont financés par les trois ministères suivants : «emploi et économie», «transports et communication» et «agriculture et sylviculture». Leur mission est d'améliorer la compétitivité des secteurs agricole, sylvicole et de la pêche, d'assurer la vitalité des campagnes finlandaises et de promouvoir d'autres industries rurales (www.ely-keskus.fi).

- Les centres ELY soutiennent les investissements et les activités de développement des exploitations agricoles, des PME actives dans la transformation des produits agricoles et des microentreprises rurales. Les centres ELY gèrent tous les appels à projets des PDR (sauf ceux de Leader) et offrent un soutien en ligne et en personne. Les centres ELY s'occupent également du soutien aux entreprises fourni par d'autres fonds et sont des promoteurs de projets d'investissement à but non lucratif relatifs aux infrastructures et aux services de base (par exemple des réseaux à haut débit et des infrastructures de traitement des eaux usées).

Au **niveau local et municipal**, trois organismes fournissent des conseils aux parties prenantes locales.

- Les **groupes d'action locale** (financés par le Feader) peuvent informer les entrepreneurs quant à l'éligibilité de leurs projets au financement des PDR et au recours à leurs fonds propres pour soutenir directement des petits projets (moins de 1,8 million d'euros). Pour les demandes plus importantes, ils conseillent aux bénéficiaires de s'adresser aux centres ELY.
- Les «**agences municipales de développement des entreprises**» (financées par le FEDER) sont un guichet unique qui fournit des conseils sur les possibilités de financement et de soutien aux entrepreneurs. Ils ne fournissent pas eux-mêmes de financement, mais apportent des conseils et des suggestions sur les possibilités de financement et de soutien offertes par les PDR et les programmes nationaux.
- Les **services de conseil** (financés par le Feader) sont souvent proches des agriculteurs et des autres entreprises rurales sur le terrain et peuvent orienter les bénéficiaires vers des options de soutien appropriées.

mais qu'aucun travail ne vient soutenir les idées des entreprises rurales, ou s'il y a une bonne inspiration commerciale, mais qu'aucune formation n'est accessible aux entrepreneurs ruraux, alors les PDR peuvent être utilisés dans le but de combler ces lacunes.

Il est également nécessaire de réduire la complexité et la charge administrative ainsi que de mettre en place des services d'information capables d'orienter les entrepreneurs vers les organismes de soutien ou de conseil appropriés.

Le groupe thématique du REDR sur les entreprises intelligentes a constaté que différentes méthodes peuvent être utilisées pour parvenir à une meilleure coordination du soutien. Ces approches comprennent la mise en place de comités de programmation et de sélection communs, la coordination de la mise en œuvre de PDR au niveau provincial/local (guichet unique), le regroupement des mesures en programmes ou la coordination des services de soutien aux entreprises des organismes privés ou publics.

Certains de ces éléments sont présents dans les exemples finlandais et basques présentés ici (voir encadrés). L'exemple finlandais montre le recours à un organisme de coordination pour les programmes de soutien aux entreprises (y compris pour les PDR) au niveau régional et l'exemple basque montre comment une autorité régionale peut coordonner efficacement un réseau de prestataires de services de soutien aux entreprises, y compris ceux qui sont spécialisés dans les zones rurales.

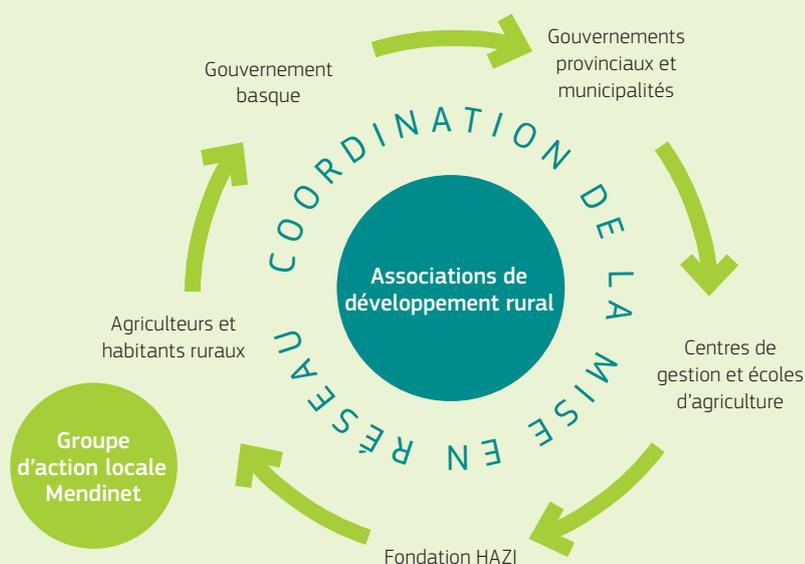


© HAZI



SOUTIEN COORDONNÉ AUX ENTREPRISES AU PAYS BASQUE (ESPAGNE)

Le Pays basque fournit un soutien à l'innovation des entreprises rurales grâce à un réseau coordonné d'organisations et d'agences comprenant notamment le gouvernement basque lui-même, les gouvernements provinciaux et les municipalités, les centres de gestion et les écoles d'agriculture, une fondation spécialisée (HAZI) et l'association de développement rural Leader.



OUTILS DES PDR POUR LES PLANS DE SOUTIEN AUX ENTREPRISES

Les mesures des PDR peuvent être appliquées tout au long du plan de soutien aux entreprises pour répondre aux besoins des entreprises rurales à différents stades de développement: de l'idée initiale à un lancement commercial réussi.

Dans cette section, nous nous intéressons à l'apport spécifique que les mesures «modérées» les plus pertinentes peuvent apporter afin de combler les lacunes au sein de l'écosystème de soutien aux entreprises. Ces mesures peuvent aider à répondre à des besoins spécifiques définis:

1. Les programmes de **transfert de connaissances et d'acquisition de compétences (M1)** peuvent être des outils précieux dans le développement du capital humain nécessaire à la réussite du changement dans les entreprises rurales.

Encourager les visites d'exploitations agricoles et forestières ainsi que les échanges de courte durée centrés sur la gestion de l'exploitation agricole ou forestière (M1.3) et soutenir les activités de démonstration et les actions d'information (M1.2) peut aider à favoriser l'émergence d'idées nouvelles et la diffusion de pratiques intéressantes afin de produire un changement pour les entreprises.

L'émergence et le développement d'une idée commerciale jusqu'à sa concrétisation sont également plus probables lorsque les personnes concernées ont eu la chance de bénéficier d'une formation professionnelle et d'une acquisition des compétences (M1.1). Beaucoup de PDR ont mis en place des programmes destinés à améliorer les compétences des entreprises rurales de cette manière.

Certaines des approches les plus intéressantes conditionnent l'achèvement d'une formation financée dans le cadre de la M1 à l'accès au financement des investissements, par exemple dans le cadre de la M6 pour le développement des exploitations agricoles et des entreprises. C'est le cas au Pays basque

(voir la section ci-dessous à propos du financement souple).

2. Les **services de conseil (M2)** peuvent mettre en place des programmes visant à susciter l'émergence d'idées et apporter leur aide à des entreprises rurales pour leur permettre d'accéder aux autres formes de soutien disponibles, dont l'accès au financement.

Une action menée dans le cadre de la M2 peut être entreprise pour soutenir le recours à des services de conseil (M2.1), pour établir de nouveaux services de conseil dans les secteurs agricole et forestier (M2.2) et assurer la formation de conseillers (M2.3). Ce type de PDR est généralement utilisé pour financer des services visant à aider les agriculteurs et les sylviculteurs à rester au fait des nouvelles tendances et possibilités de leur secteur.

À l'heure actuelle, les conseils et le soutien destinés à promouvoir des approches plus novatrices ont tendance à être financés dans le cadre des mesures de coopération (M16) et de Leader (M19). Néanmoins, les services de conseil agricoles peuvent concerner des programmes plus ambitieux de diversification agricole et, plus largement, de diversification rurale. Cette possibilité recèle un fort potentiel, car les conseillers agricoles peuvent être au plus près des agriculteurs,

dont ils connaissent les besoins et les opportunités, pour leur apporter leur aide. La Finlande, par exemple, utilise les services de conseil pour le développement d'entreprises à plus grande échelle en tant que composante majeure de son écosystème de soutien.

3. Dans le cadre de la **M16 «Coopération»**, les groupes opérationnels ⁽¹⁾, les projets pilotes et d'autres projets financés représentent de précieux outils dans l'expérimentation de nouvelles manières de relever les défis en matière d'agriculture et de surmonter les autres difficultés rencontrées par les entreprises.

La raison d'être de la mesure «Coopération» est de réunir les connaissances et les compétences des différentes parties prenantes, ainsi que de promouvoir de nouvelles méthodes de travail permettant d'atteindre les objectifs en matière de développement rural. Elle possède un potentiel fabuleux: rassembler les gens afin de répondre aux besoins divers et variés rencontrés par les entreprises rurales. Cependant, nombre d'entreprises et d'acteurs ruraux ne sont toujours pas conscients des possibilités qu'offre cette mesure.

La M16.1 soutient les **groupes opérationnels**, qui se composent de plusieurs partenaires issus de milieux



© EIP-AGRI

(1) Voir le dernier numéro de la brochure du PEI-AGRI à propos des groupes opérationnels: <https://ec.europa.eu/eip/agriculture/en/publications/eip-agri-brochure-operational-groups-turning-your>
 Article de la *Revue rurale de l'UE* n° 21 sur la mesure «Coopération»: https://enrd.ec.europa.eu/publications/eu-rural-review_fr
 Résumés analytiques des sous-mesures de la M16 «Coopération» du REDR https://enrd.ec.europa.eu/rdp-measures-analysis_fr



© Monitor Farm Scotland



SOUTIEN AUX ENTREPRISES AU MOYEN DE LEADER ET DE PROGRAMMES DESTINÉS AUX EXPLOITATIONS AGRICOLES EN ÉCOSSE (ROYAUME-UNI)

Le programme «**Transfert de connaissances et innovation**» (TC&I) mis en œuvre en Écosse a vocation à promouvoir le développement des compétences et le transfert de connaissances au sein du secteur agricole primaire (M1); et à apporter des améliorations sur le terrain en matière de compétitivité dans le secteur agricole, d'efficacité des ressources, de performance et de durabilité environnementales (M16.1 – groupes opérationnels).

Il soutient activement des actions innovantes dans le secteur agricole au travers de formations professionnelles, de coaching, d'ateliers, de cours et de visites d'exploitations agricoles ayant pour but le développement des compétences et le transfert de connaissances. Ce programme se base sur la demande et est ouvert aux projets de numérisation, tels que l'agriculture de précision.

Un exemple de projet soutenu par le TC&I est le «**Monitor Farm project**». Il rassemble neuf exploitations visant à améliorer leur productivité et leur rentabilité grâce au partage de connaissances rendu possible par un groupe d'entreprises locales. Les agriculteurs «hôtes» sont épaulés par un facilitateur et un groupe d'agriculteurs au cours d'un projet de trois ans destiné à améliorer leur entreprise. Ce n'est pas tant la théorie qui est mise en avant, mais plutôt l'aspect pratique de l'agriculture, la prise de bonnes décisions commerciales, ainsi que le transfert et le partage de connaissances.

L'Écosse bénéficie également du **système de conseil agricole** (FAS), financé dans le cadre de la M2. Ce système fournit différents types de soutien:

- un programme d'événements à l'occasion desquels une personne apporte son aide à plusieurs autres («one-to-many»), ce qui comprend des ateliers, des rencontres entre membres de réseaux agricoles, des conférences et des formations;

- de la documentation, dont des lettres d'information, des fiches techniques, des lignes directrices, des rapports et un guide de gestion d'exploitation;
- un numéro d'appel pour tout renseignement général ou plus technique relatif, par exemple, à la conditionnalité, aux exigences de la directive-cadre sur l'eau et au changement climatique;
- des subventions assurant un soutien individuel («one-to-one») concernant les plans de gestion du territoire intégrés, l'accompagnement des nouveaux membres et les bilans carbone;
- un service d'enregistrement pour les petites exploitations permet également d'accéder à des informations et des conseils abordables pour les entreprises plus petites.

La mesure **Leader (M19)** est le seul mécanisme soutenant les entreprises rurales en dehors du secteur agricole primaire en Écosse. Les stratégies locales de développement (SLD) Leader sont tenues de consacrer 10 % de leur budget au soutien des entreprises et des entreprises sociales, d'une part, et 10 % à la diversification agricole, d'autre part.

Il s'agit d'un nouveau cap pour beaucoup de GAL. Certains financent des entreprises spécifiques capables de prouver qu'elles sont compatibles avec un ou plusieurs des objectifs des SLD. D'autres envisagent de financer des initiatives stratégiques de plus grande ampleur en vue de générer «des retombées économiques plus importantes». Certains GAL ont eu recours à des organisations spécialisées de soutien aux entreprises telles que GrowBiz (voir l'encadré page 28) afin de stimuler l'émergence d'idées de projets et de fournir un soutien ainsi qu'un suivi plus complets des premières phases de développement de l'entreprise.

pratiques et scientifiques différents, travaillant de concert sur un projet spécifique visant à trouver une solution innovante à un problème donné. De telles innovations peuvent être le terreau dans lequel s'enracinent de nouvelles entreprises rurales.

Un stade clé du plan de développement de l'entreprise décrit à la page 27 est la petite échelle à laquelle doit être testée une nouvelle idée. La mesure 16.2 vise spécifiquement à soutenir les **projets pilotes** et le développement de nouveaux produits, pratiques, procédés et technologies qui pourraient être utilisés pour surmonter certains obstacles empêchant des idées commerciales intéressantes de décoller.



© Les Jeudis de l'entrepreneuriat rural, HAZI

INTÉGRATION DU SOUTIEN À L'ENTREPRENEURIAT ET AU CHANGEMENT POUR LES ENTREPRISES AU PAYS BASQUE, EN ESPAGNE

L'écosystème de soutien pour le changement et le développement d'entreprises au Pays basque comprend des activités financées par plusieurs des mesures modérées des PDR. Les approches adoptées ont pour but de créer des liens et de mettre à profit le potentiel des différentes mesures.

«Katilu» — innovation en courtage et coopération (M16)

En 2011, le gouvernement basque a créé «**Katilu**» (bol, en français) afin d'ajouter de la valeur aux organisations dans les régions rurales et côtières du Pays basque. Ce projet vise à créer un environnement rural dynamique et attractif, en plus de générer de nouveaux services, produits et modèles commerciaux. L'un de ses objectifs stratégiques actuels est de promouvoir la coopération financée dans le cadre de la **M16 en tant que levier** et instrument pour atteindre ces objectifs.

Katilu est déjà, en soi, un réseau collaboratif composé de centres de recherche, de technologie et d'innovation. Le projet se concentre sur trois domaines spécifiques:

- la communauté: des plateformes pour une communication et des échanges transparents entre les différentes parties prenantes;
- l'apprentissage: un échange de connaissances, un enseignement réciproque et la stimulation d'idées et de propositions pour des projets coopératifs;
- la coopération: un travail d'équipe ajoutant de la valeur aux projets coopératifs et entraînant l'émergence de projets similaires (fortement liés à la M16).

Les «Jeudis de l'entrepreneuriat rural» et Leader (M19)

Dans le but de donner plus de moyens aux entrepreneurs ruraux, les autorités basques ont lancé une initiative appelée les «Jeudis de l'entrepreneuriat rural», qui propose des ateliers de quatre heures tous les jeudis. Des sujets utiles aux entrepreneurs ruraux y ont été abordés, allant des réseaux sociaux aux qualités d'un bon négociateur. Lorsqu'ils ont été lancés en 2015, ces ateliers

étaient organisés par la fondation HAZI — l'organisme public responsable du développement rural au Pays basque.

Cependant, depuis 2017, les Jeudis de l'entrepreneuriat rural sont **organisés par des groupes d'action locale (GAL) Leader**. Cette approche a pour but de tirer profit du potentiel des approches ascendantes afin de fournir une panoplie de mesures de soutien mêlant accompagnement individuel pour les entrepreneurs, formations portant sur des compétences tant techniques qu'entrepreneuriales et aide pour le capital de démarrage.

Le programme Leader au Pays basque a bénéficié de 13,3 % du budget PDR pour environ 7 % en moyenne dans l'UE. Il convient également de souligner que 50 % de ce budget est consacré au soutien aux entreprises.

Transfert de connaissances adapté aux besoins (M1)

Afin de fournir une panoplie de formations complète, les autorités basques apportent un soin tout particulier à déterminer les besoins spécifiques des participants en termes de formation. Dans cette optique, ils impliquent les GAL Leader (dont le personnel d'encadrement est en contact permanent avec les acteurs locaux) afin de définir les objectifs à remplir par les formations élaborées dans le cadre de la M1 pour le transfert de connaissances.

La panoplie de formations comprend désormais des formations en ligne, des méthodes alliant formations en ligne et en face à face («blending»), ainsi que des formations de courte durée sur des sujets de spécialité destinés à des entreprises des secteurs de l'agriculture et de l'agroalimentaire. Cette panoplie présente l'avantage d'être plus souple en termes d'horaires d'accessibilité des formations. Les interventions ont vocation à répondre aux besoins immédiats des entreprises rurales sur des sujets tels que le travail dans les secteurs agroalimentaires, l'amélioration des compétences de gestion des terres et l'acquisition de connaissances requises pour gérer une PME rurale.

Le changement pour les entreprises dans les zones rurales peut également être induit par l'encouragement de nouvelles méthodes de collaboration entre les différentes parties prenantes, d'une part, et au sein des circuits d'approvisionnement, d'autre part. Les mesures 16.3 et 16.4 financent à la fois «la coopération entre les **petits opérateurs** pour l'organisation de processus de travail communs et le partage d'installations et de ressources» et «la coopération horizontale et verticale entre les acteurs de la chaîne d'approvisionnement en vue de la mise en place et du développement de **circuits d'approvisionnement courts**».

En outre, certaines sous-mesures de la M16 visent à financer la coopération entre les acteurs et des approches communes, particulièrement dans les secteurs d'activité décrits comme offrant des possibilités spécifiques dans l'article d'introduction de cette revue. Parmi celles-ci :

- le développement et la commercialisation du tourisme (M16.3);
- les marchés locaux (M16.4);
- l'adaptation aux changements climatiques et atténuation de ceux-ci (M16.5);
- les projets environnementaux (M16.5);
- la fourniture durable de biomasse (M16.6);

- la diversification des activités agricoles vers des activités ayant trait aux soins de santé et à l'intégration sociale (M16.9).

4. À l'échelle locale, **Leader (M19)** est l'une des mesures les plus souples et polyvalentes de la boîte à outils des PDR pour stimuler et faire mûrir de nouvelles idées commerciales.

Les groupes Leader peuvent se targuer d'une longue expérience quant à la stimulation des entreprises via l'organisation de formations, le partage d'informations, la création de réseaux, le financement et la promotion de nouvelles idées grâce à la coopération transnationale (CTN).

Les groupes Leader organisent des événements et des formations de démarrage pour stimuler de nouvelles idées commerciales et peuvent fournir une panoplie de mesures de soutien flexible pouvant s'adapter aux besoins des entreprises. Ils peuvent également jouer le rôle de courtier en innovation et prendre en charge les risques à différentes étapes du cycle de l'innovation. Plutôt que de s'en remettre entièrement aux ressources mises à disposition par le programme Leader, ils peuvent aussi se mettre en lien avec d'autres programmes, mesures des PDR et sources de soutien.

5. Il ne faut pas oublier que les activités des **réseaux ruraux nationaux (RRN)** permettent de stimuler les nouvelles idées et les nouveaux partenariats commerciaux.

Les RRN sont financés dans le cadre de l'assistance technique (M20) et peuvent jouer un rôle important dans le rapprochement des différents acteurs afin d'encourager les échanges et l'acquisition de connaissances concernant de nouveaux secteurs d'activité prometteurs. Ils constituent notamment des groupes thématiques et organisent des visites sur le terrain.

En Slovaquie, par exemple, les RRN collaborent avec l'autorité de gestion des PDR et l'association nationale de la jeunesse rurale pour organiser un rassemblement annuel de jeunes agriculteurs ayant reçu une aide dans le cadre de la mesure 6.1. Cet événement vise à offrir des opportunités de rejoindre des réseaux et de renforcer ses capacités grâce à un apprentissage par les pairs.

Le RRN finlandais organise régulièrement des camps d'innovation ⁽²⁾ qui possèdent certaines caractéristiques des accélérateurs et au sein desquels les idées commerciales innovantes sont développées par des experts, des chercheurs et des entrepreneurs ruraux. Sa méthodologie comprend des sessions de réflexion et des échanges intenses entre les membres d'une équipe. Le processus se termine sur une compétition finale qui récompense les idées les plus prometteuses.

FOURNIR UN FINANCEMENT SOUPLE GRÂCE AUX PDR

Les PDR peuvent être utilisés pour fournir des formes de financement des investissements plus souples aux entreprises rurales à différents stades de leur développement.

L'accès au financement figure parmi les principaux goulets d'étranglement pour les entrepreneurs ruraux. Des conseillers, des groupes d'action locale et d'autres fournisseurs de soutien peuvent aiguiller les entrepreneurs vers des sources de financement appropriées à différents stades du développement de

leur entreprise. Néanmoins, un certain nombre de mesures offre également la possibilité d'accéder à un financement direct via les PDR.

Parmi la série de mesures d'investissement des PDR potentiellement accessibles ⁽³⁾, le groupe thématique

du REDR a choisi de mettre l'accent sur Leader (M19) et de recourir à la mesure 6 pour soutenir les investissements dans le développement des exploitations agricoles et des entreprises. Les analyses et exemples exposés dans cette section reflètent l'attention portée à ces deux points.

⁽²⁾ Plus d'informations sur les camps d'innovation sous: http://enrd.ec.europa.eu/enrd-static/app_templates/enrd_assets/pdf/value-of-rural-networks/2.ruralinnovation-camps-finland.pdf et <http://enrd.ec.europa.eu/enrd-static/fms/pdf/F9EED393-AECE-CA2F-D49D-32484CA6996B.pdf>

⁽³⁾ Parmi lesquelles: M4—investissements physiques; M5—reconstitution du potentiel de production agricole; M7—services de base et rénovation des villages et M8—investissements dans le développement des zones forestières.

La **mesure 6** peut être utilisée pour fournir: une aide au démarrage pour les jeunes agriculteurs (M6.1); une aide au démarrage pour les activités non agricoles en zone rurale (M6.2); une aide au démarrage pour le développement des petites exploitations agricoles (M6.3); un soutien aux investissements dans la création et le développement d'activités non agricoles (M6.4) et des versements en faveur des agriculteurs qui transfèrent de manière définitive leur exploitation à un autre agriculteur (M6.5).

Dans le contexte du changement dans les entreprises, les sous-mesures 6.2 et 6.4 sont particulièrement intéressantes pour soutenir les entreprises agricoles nouvelles et existantes au-delà de l'agriculture. L'efficacité et la souplesse des mesures peuvent être accrues via l'élargissement des conditions d'éligibilité et l'utilisation de critères de sélection permettant de cibler les approches innovantes.

La Finlande a mis sur pied une méthode particulièrement intéressante d'application des sous-mesures 6.2 et 6.4: elle offre des primes sous la forme de «bons d'innovation» assortis d'obligations de déclaration réduites (voir encadré).

Les investissements des entreprises sont plus susceptibles d'aboutir lorsqu'ils sont accompagnés ou précédés d'un **soutien à la réalisation d'études de**

faisabilité et d'études de marché.

Les primes peuvent également être adaptées aux besoins des entreprises à différents stades de leur développement en les échelonnant, avec la possibilité de financer des projets pilotes et expérimentaux. L'utilisation que fait la Finlande de la M6 reflète cette optique.

L'utilisation de la M6 peut également être optimisée en l'associant de manière **synergique avec d'autres sources de soutien**, ce qui comprend à la fois les interventions des PDR et celles extérieures à ceux-ci. Il est notamment possible d'y associer des mesures modérées ayant trait au transfert de connaissances, aux conseils, aux compétences et à la coopération.

Le Pays basque a conditionné le versement de primes dans le cadre de la M6 à l'achèvement de formations prévues par la M1. La procédure de candidature afin de recevoir une aide prévue dans le cadre de la M6.1 (aide au démarrage pour les jeunes agriculteurs) se divise en deux phases. Au cours de la première phase, le candidat reçoit de l'aide dans l'élaboration d'une idée d'entreprise viable et est aiguillé vers les formations appropriées prévues par la M1. Lors de la seconde, l'entrepreneur pose formellement sa candidature afin de recevoir la prime.

Associer l'accès au soutien à l'investissement prévu par la M6.1 aux

formations prévues par la M1 accroît les chances de réussite commerciale, ce qui augmente également les chances d'un investissement réussi. Cela permet l'utilisation de critères stricts concernant l'utilisation du financement prévu par la M6.1; par exemple, les projets doivent être mis sur pied dans un délai de neuf mois, le candidat doit être un agriculteur actif dans un délai de dix-huit mois et l'entreprise doit être en activité et respecter le plan d'entreprise dans un délai de cinq ans.

Leader (M19) est souvent une précieuse source d'investissement à petite échelle pour les projets d'entreprises rurales. Dans ce contexte, les entreprises rurales et les start-up peuvent faire appel à leur groupe d'action locale (GAL) qui possède une excellente connaissance des opportunités et des besoins locaux. Dans le même ordre d'idées, le financement des investissements peut également être facilement lié à d'autres formes de soutien aux entreprises fournies par les GAL.

Au Pays basque, les GAL proposent aux entrepreneurs un «pack de soutien» comprenant un accompagnement individuel, des formations portant sur des compétences tant techniques qu'entrepreneuriales et de l'aide pour le capital de démarrage. Au Portugal, dans le cadre d'une stratégie globale multifonds de développement local mené par les acteurs locaux (DLAL), la M19 est



FINANCEMENT DES ENTREPRISES RURALES GRÂCE À DES BONS D'INNOVATION EN FINLANDE

Le PDR pour la Finlande continentale mobilise les sous-mesures 6.2 et 6.4 pour financer l'innovation et l'aide au démarrage pour les entreprises rurales non agricoles grâce à des «bons d'innovation». Ces outils rapides et souples garantissent plus de liberté aux bénéficiaires de la M6 dans la mise en œuvre de leurs projets. Des procédures de déclaration simplifiées pour l'utilisation de ces bons permettent également de réduire la charge administrative.

La **M6.2** fournit une aide au démarrage pour les idées commerciales expérimentales et non agricoles.

Elle vise à payer des services d'expertise afin de sonder les besoins du marché, d'évaluer et d'améliorer l'idée de service ou de produit, etc. L'entreprise doit être jeune et le taux de l'aide peut atteindre 100 %.

Les critères d'octroi des bons dans le cadre de la M6.2 accordent une pondération de 20 % au caractère innovant de l'idée commerciale de l'entreprise sur la base d'un jugement expert

reposant sur plusieurs critères. L'éventuel échec de projets bénéficiant d'une aide est accepté.

La **M6.4** se concentre spécifiquement sur le soutien, la création et le développement d'idées commerciales non agricoles innovantes.

Elle prévoit l'octroi de bons aux exploitations et entreprises développant un nouveau service ou produit, pénétrant sur un nouveau marché ou expérimentant une approche innovante. Elle peut également être utilisée pour payer des services d'expertise afin de sonder les besoins du marché, d'évaluer et d'améliorer une idée de service ou de produit, etc. Le taux de l'aide peut atteindre 100 %.

Un soutien est également fourni aux jeunes agriculteurs sous la forme d'une aide au démarrage grâce à la M6.1, qui se concentre sur les petites exploitations. Dans le cas présent, le statut de «petite exploitation» est défini en fonction du revenu de l'exploitant.

utilisée pour soutenir des investissements dans le secteur agricole à petite échelle, des projets sur la transformation, la promotion et la commercialisation de produits agricoles, et la diversification des exploitations agricoles.

En Finlande, Leader est considérée comme la deuxième mesure la plus importante (derrière la M6) dans le financement des investissements des entreprises rurales, mettant particulièrement l'accent sur des projets de plus petite envergure au moyen d'un budget total d'un montant inférieur à 180 000 euros. Le soutien fourni par Leader tend à se concentrer sur les microentreprises (moins de trois emplois).

La plupart des GAL finlandais font du soutien à l'entrepreneuriat et aux entreprises une de leurs priorités: environ un tiers de leur budget y est consacré. Dans certains cas, ils visent un profil d'entrepreneur précis (jeunes, femmes, etc.) ou un secteur d'activité donné (tourisme rural, bioénergies, etc.). Leader investit également dans la diversification des exploitations agricoles, ce qui comprend la vente directe au consommateur, le tourisme rural et des services d'accueil sur site.

Les retombées potentielles de la mesure Leader peuvent être encore améliorées via la prise d'engagements. Les GAL en Écosse sont tenus de consacrer 10 % de leur budget d'aide aux entreprises et entreprises sociales et 10 % à la diversification de l'exploitation.

Les instruments financiers du Feader peuvent également contribuer à une utilisation efficace des mesures d'investissement des PDR afin de soutenir le changement dans les entreprises et leur développement. Les instruments financiers cofinancés par le Feader comprennent des prêts, des garanties, etc., et sont un moyen durable et efficace d'investir dans le développement personnel et professionnel, la croissance et le développement des entreprises et des ressources des secteurs agricoles et sylvicoles, ainsi que dans l'économie rurale. L'un de leurs principaux avantages est que les ressources dégagées peuvent être réutilisées lors d'investissements futurs. Un autre avantage est que les

ressources sont généralement mises directement à disposition de leur bénéficiaire (par exemple sous la forme d'un prêt à rembourser), qui ne doit donc pas fournir l'investissement initial ni attendre d'être remboursé.

Par exemple, la Slovénie appliquera la M6.4 pour soutenir la création et le développement d'activités rurales non agricoles dans les zones rurales au moyen d'instruments financiers: les bénéficiaires pourront obtenir des garanties bancaires pour leurs emprunts. Un des objectifs de cette mesure est d'aider de plus petits acteurs pouvant rencontrer des difficultés à obtenir un crédit en garantissant des conditions d'accès au financement plus favorables (taux d'intérêt plus bas ou garantie bancaire).

La mise en œuvre de cette sous-mesure par la Slovénie met au premier plan toute une série d'opportunités commerciales pour des activités non agricoles; dont celles ajoutant de la valeur au bois, au tourisme vert, au patrimoine naturel et culturel, à l'entrepreneuriat social, aux services sociaux, au traitement des déchets organiques et à la production d'énergie et de chaleur à partir de sources renouvelables. Dans cet exemple, les coûts éligibles comprennent la construction ou la rénovation de bâtiments, l'achat de machines et d'équipement nouveaux et les frais généraux générés par les services d'expertise. Des conditions spécifiques obligent le bénéficiaire à créer un emploi pour lui-même et une autre personne.



La Commission européenne, en partenariat avec la Banque européenne d'investissement, fournit des conseils méthodologiques et organise des activités de sensibilisation à propos des instruments financiers du Feader via la plateforme de conseil [fi-compass \(www.fi-compass.eu\)](http://www.fi-compass.eu).

Pour des informations spécifiques à propos de l'utilisation des instruments financiers prévus par le Feader, rendez-vous sur: www.fi-compass.eu/esif/eafrd

CONCLUSIONS

Nous voyons que, en dépit des défis auxquels font face nombre de zones rurales en Europe, un **nouveau regard sur le potentiel des entreprises rurales** est possible. Les facteurs de changement dans les zones rurales d'Europe créent de nouvelles possibilités commerciales dans plusieurs **secteurs de croissance potentiels pour les économies rurales**.

Les **pôles numériques ruraux** sont un outil susceptible d'améliorer la capacité d'une zone rurale à prendre la pleine mesure de son potentiel latent. Ils peuvent permettre aux entreprises et aux communautés locales de tirer profit des opportunités numériques modernes grâce à un accès rapide et fiable à l'internet, à des espaces physiques dédiés au travail et à la mise en réseau, ainsi qu'à une panoplie de services de soutien aux entreprises et aux communautés.

Des approches plus intelligentes de soutien aux entreprises peuvent aider à accélérer le changement et le développement d'entreprises en fournissant un écosystème de services de soutien pour accompagner les entrepreneurs le long d'un **«plan de soutien»**.

Ces approches peuvent emprunter des éléments d'accélérateurs urbains et de modèles d'incubateur, **adaptés à un contexte rural**, pour fournir différents types de soutien à différents stades de développement d'une entreprise.

Cependant, nous voyons également que la mesure dans laquelle se présentent les opportunités de croissance pour les entreprises rurales **varie fortement en fonction de la région et du lieu**. Les politiques et les programmes adoptés doivent être suffisamment souples pour permettre aux communautés et aux entreprises locales de faire preuve de créativité dans le développement des activités les plus appropriées au vu de leur contexte, de leurs besoins et de leurs possibilités.

Il est nécessaire d'accorder plus d'attention à l'influence exercée par

les multiples initiatives de soutien dans les différentes régions et localités (**compréhension spatiale**). En outre, il faut également agrandir la portée du soutien à des zones rurales recelant un potentiel encore non exploité afin de tirer profit des opportunités commerciales (**ciblage**).

Les **programmes de développement ruraux** (PDR) peuvent jouer un rôle central à cet égard.

Différentes formes de **financement souple** pour l'investissement dans les entreprises rurales sont disponibles via les mesures des PDR pour le développement des exploitations agricoles et des entreprises (M6) et Leader (M19).

Un soutien indispensable au **développement des connaissances et des compétences** peut être apporté via les mesures de transfert de connaissances (M1), de conseil (M2), de coopération (M16) et également via Leader (M19).

L'accès depuis les zones rurales aux services de conseil aux entreprises et au financement peut être amélioré s'il est fourni par des **organismes possédant une bonne connaissance de la région** et des entreprises locales. À cette fin, les conseillers agricoles, les agences de développement de l'activité économique municipales et les groupes d'action locale Leader peuvent se révéler d'une grande utilité. Il s'agit de mieux reconnaître leur rôle. Leur influence peut être optimisée à l'aide de stratégies, de formations et d'un ciblage plus efficaces.

Une bonne approche comprend l'utilisation **complémentaire et efficace de différentes mesures des PDR** pour répondre aux multiples besoins rencontrés au cours du plan de soutien. Par exemple, en conditionnant l'octroi de financement des investissements au développement de compétences ou en soutenant activement l'émergence d'idées commerciales. La Finlande, le Pays basque et l'Écosse nous offrent des exemples particulièrement instructifs.

Néanmoins, il faut également être plus **efficace en matière de coordination et de complémentarité** entre les PDR et les autres mesures et initiatives exerçant une influence sur le développement rural (par exemple les programmes de développement régional, l'initiative Broadband Europe, etc.). En plus de soutenir efficacement les entreprises agricoles, un objectif central doit être de **s'assurer que l'aide aux entreprises non agricoles atteint effectivement les zones rurales**.

Les PDR peuvent y contribuer et améliorer d'autant plus leur contribution au développement des entreprises rurales. Cependant, ils doivent s'inscrire dans un écosystème de soutien aux entreprises rurales plus large.

PUBLICATIONS DU REDR

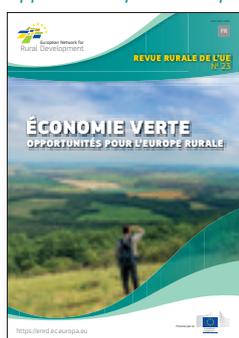
Tenez-vous au courant de toute l'actualité en matière de développement rural dans l'Union européenne en consultant les diverses publications du REDR.

Celles-ci sont disponibles en ligne dans la section «Publications» du site <http://enrd.ec.europa.eu/fr> ou vous pouvez vous y abonner en envoyant un courriel à l'adresse subscribe@enrd.eu. Pour obtenir de plus amples informations, veuillez nous écrire à l'adresse info@enrd.eu

REVUE RURALE DE L'UE

La *Revue rurale de l'UE* est la principale revue thématique du REDR. Elle présente les dernières connaissances et interprétations d'une thématique donnée, en relation avec le développement rural en Europe. Les thèmes qui y sont abordés vont de l'entrepreneuriat rural à la qualité des denrées alimentaires, en passant par le changement climatique et l'inclusion sociale. Elle est publiée deux fois par an en six langues européennes (allemand, anglais, espagnol, français, italien et polonais).

N° 23 — *Économie verte —
Opportunités pour l'Europe rurale*



N° 22 — *Des chaînes d'approvisionnement intelligentes et compétitives pour les produits alimentaires et les boissons*



N° 21 — *Les réponses du monde rural aux défis de l'Europe*



LA BROCHURE DE PROJETS FEADER

Le REDR publie des brochures présentant des exemples intéressants de projets financés par le Feader. Chaque numéro met en lumière des exemples de projets fructueux axés sur un thème particulier du développement rural. Ces brochures constituent une vitrine pour les réalisations du Feader et se veulent une inspiration pour d'autres projets. Elles sont publiées dans six langues européennes (allemand, anglais, espagnol, français, italien et polonais).

RURAL CONNECTIONS

Rural Connections est le magazine du développement rural en Europe. Produit par le REDR, *Rural Connections* présente des perspectives individuelles et organisationnelles sur d'importants sujets ayant trait au développement rural, ainsi que l'histoire et le profil de projets et d'acteurs du développement rural. Le magazine propose des actualités et des mises à jour sur les initiatives de développement rural en Europe. Il est publié au printemps et en automne en six langues européennes (allemand, anglais, espagnol, français, italien et polonais).

LETTRE D'INFORMATION

Toute l'actualité du développement rural en Europe — livrée directement dans votre boîte aux lettres une fois par mois! La Lettre d'information du REDR fournit un bref résumé des problèmes émergents, des sujets brûlants de l'actualité et des événements relatifs au développement rural en Europe. Inscrivez-vous ici: https://enrd.ec.europa.eu/news-events/enrd-newsletter_fr

COMMENT VOUS PROCURER LES PUBLICATIONS DE L'UNION EUROPÉENNE?

Publications gratuites:

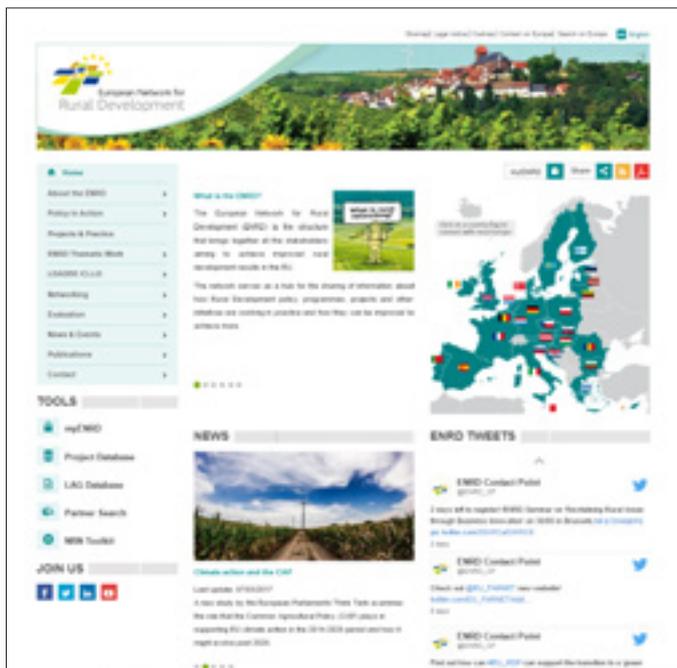
- un seul exemplaire:
sur le site EU Bookshop (<http://bookshop.europa.eu>);
- exemplaires multiples/posters/cartes:
auprès des représentations de l'Union européenne (http://ec.europa.eu/represent_fr.htm),
des délégations dans les pays hors UE (http://eeas.europa.eu/delegations/index_fr.htm),
en contactant le réseau Europe Direct (http://europa.eu/europedirect/index_fr.htm)
ou le numéro 00 800 6 7 8 9 10 11 (gratuit dans toute l'UE) (*).

(* Les informations sont fournies à titre gracieux et les appels sont généralement gratuits (sauf certains opérateurs, hôtels ou cabines téléphoniques).

Publications payantes:

- sur le site EU Bookshop (<http://bookshop.europa.eu>).

Le REDR en ligne



Aimez la page Facebook du REDR



Suivez @ENRD_CP sur Twitter



Visionnez les vidéos de EURural sur YouTube



Rejoignez le groupe de discussion du REDR sur LinkedIn



Point de contact REDR
Rue de la Loi 38 (bte 4)
1040 Bruxelles
BELGIQUE
Tél. +32 28013800
info@enrd.eu



Office des publications

<https://enrd.ec.europa.eu>



European Network for Rural Development